

Libéralisme, néolibéralisme, ultralibéralisme

Texte pédagogique

Mise à jour : 24/03/2009

Définitions politique et économique du libéralisme. Analyse des transitions vers le keynésianisme puis le monétarisme. Définitions et critiques du néolibéralisme et de l'ultralibéralisme ; comparaisons avec le socialisme et le communisme. Cas particulier de la France.

Ce texte constitue une initiation à l'économie de marché.

Table des matières

1. Libéralisme	2
1.1 Doctrine politique	2
1.1.1 Définition	2
1.1.2 Origine	2
1.1.3 Pourquoi soutenir le libéralisme ?	3
1.1.4 Prises de position du libéralisme politique	3
1.2 Doctrine économique	4
1.2.1 Le libéralisme veut limiter l'ingérence de l'Etat	4
1.2.1.1 Limite du principe de subsidiarité en économie	5
1.2.2 Le libéralisme s'oppose à certaines politiques	5
1.2.3 Adam Smith et les principes de l'économie politique	6
1.3 Implications politiques du libéralisme	6
1.3.1 Libéralisme économique et morale	6
1.3.2 Le libéralisme politique implique le libéralisme économique et réciproquement	8
1.3.3 Les grands adversaires du libéralisme : le socialisme et le communisme	9
2. Evolution de la pensée économique	12
2.1 Le mercantilisme	12
2.2 La physiocratie	12
2.3 Le classicisme	13
2.4 Le keynésianisme	14
2.4.1 Aspect réel et aspect monétaire d'une économie	14
2.4.2 Particularités de la théorie keynésienne	15
2.4.3 Déficit budgétaire : une stimulation keynésienne permanente de l'économie	16
2.4.4 Crises économiques et relance keynésienne	17
2.4.4.1 Le 1 ^{er} choc pétrolier	17
2.4.4.2 La stagflation	18
2.4.4.3 L'échec des stimulations keynésiennes en France	19
2.4.4.4 Conclusions sur l'efficacité d'une relance keynésienne	21
2.4.5 Critique de l'interventionnisme étatique ; exemple de la France	21
2.5 Le monétarisme	23
2.5.1 Critique des remèdes traditionnels à une crise économique	23
2.5.2 La théorie monétariste	23
2.5.2.1 Nouvelles vérités économiques apportées par cette théorie :	23

2.5.2.2	Monétarisme et pilotage d'une économie par la banque centrale	25
3.	Le néolibéralisme	27
3.1	Les excès du néolibéralisme	28
3.1.1	Stagnation et inégalités du niveau de vie	28
3.1.2	Croissance sur le long terme assez faible	29
3.1.3	La dictature du court terme.....	30
3.1.4	Les privatisations	31
3.1.5	La prise de risque et les crises	31
3.2	Compatibilité entre culture et néolibéralisme	32
4.	L'ultralibéralisme	33
4.1	Définition	33
4.2	Conséquences économiques et politiques	34
5.	Notes et références	35

1. Libéralisme

Le mot libéralisme désigne tantôt une doctrine politique, tantôt une doctrine économique.

1.1 Doctrine politique

1.1.1 Définition

Le libéralisme politique est une doctrine qui prône l'égalité entre citoyens et le respect de la liberté politique individuelle, liberté qui limite l'intervention de l'Etat quel que soit son régime : royauté, république, etc. La liberté politique comprend la liberté de conscience (croire ou non en Dieu), la liberté de choisir entre plusieurs possibilités, de s'exprimer, de s'associer, d'agir, de se déplacer, de posséder, etc. L'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme [2] limite la liberté comme suit :

"La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi."

1.1.2 Origine

Le combat pour la liberté fut la grande affaire du XVIIIe siècle. Il y prit une place si importante que ce siècle fut appelé « siècle des Lumières » [1]. En France, le texte fondateur de la liberté politique est certainement la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 [2], inspirée de la déclaration d'indépendance américaine de 1776, elle-même reprenant les idées des philosophes des Lumières (Kant, Voltaire, Rousseau, etc.)

La liberté individuelle résulte des droits *naturels* de chaque homme, qui lui sont acquis dès la naissance du fait même qu'il est homme, comme l'affirme l'article 1 de [2] :

"Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits."

Cette affirmation repose elle-même sur l'existence de caractères communs à tous les hommes depuis la préhistoire, caractères appelés *universaux* [3] d'où résulte sa *dignité*. La liberté est un droit *imprescriptible* de l'homme, qui lui demeure acquis en toutes circonstances du fait même qu'il est homme.

1.1.3 Pourquoi soutenir le libéralisme ?

La doctrine du libéralisme politique n'a été affirmée que parce que, depuis qu'il existe des sociétés humaines, certains hommes ont refusé à d'autres certains droits. De nos jours, par exemple, *28 seulement des 192 pays membres des Nations unies sont de vraies démocraties et respectent vraiment les droits de l'homme* [40], bien que tous s'y soient engagé en signant la *Charte* des Nations unies, *qui reconnaît ces droits universels* : certains comme la Chine, la Russie ou la Corée du Nord limitent la liberté d'expression, d'autres comme l'Arabie Saoudite refusent certains droits aux femmes, etc.

1.1.4 Prises de position du libéralisme politique

Nécessité d'institutions publiques

Le libéralisme n'est pas l'anarchisme ; il ne refuse pas l'ordre et le respect des lois. Au contraire, il demande que la société soit organisée et structurée par des institutions. Le but même d'une société humaine est de fournir à ses membres des services comme la sécurité, l'enseignement, la justice, la solidarité, etc., services qui supposent l'existence d'institutions respectées par tous les citoyens. Le libéralisme reconnaît donc la nécessité d'un gouvernement pour exercer l'autorité suprême au nom du peuple ; de lois qui limitent la liberté individuelle et empêchent les forts de tyranniser les faibles ; d'une justice et d'une police pour appliquer ces lois. Il reconnaît la nécessité d'impôts pour payer les services publics, etc.

Subsidiarité

Bien que l'intérêt général prime sur l'intérêt d'un individu particulier, le libéralisme affirme que l'Etat n'a pas tous les droits, il ne doit pas abuser de sa puissance sous peine d'être tyrannique. Il ne doit décider, autoriser ou agir à son niveau que lorsque aucune personne ou groupe plus proche du problème ne peut le faire à sa place : il doit respecter le *principe de subsidiarité*. Ce principe refuse qu'un échelon supérieur d'une organisation décide ou réalise lui-même ce qu'un échelon inférieur pourrait décider ou réaliser. Exemple : l'Etat ou la région ne doit pas décider à la place des citoyens d'une petite ville s'il faut ou non réparer la toiture de la mairie ; cette réparation peut être décidée et entreprise sans autorisation de l'Etat ou de la région.

Pluralité des opinions, égalité et démocratie

Le libéralisme reconnaît à chaque homme le droit d'être différent des autres ; il reconnaît donc la pluralité des opinions. Il s'oppose en cela au totalitarisme, système politique d'un Etat qui veut faire l'unité sociale à son profit et refuse les oppositions.

Le libéralisme prône l'égalité des hommes devant la loi, qui s'applique à tous ; chaque homme a les mêmes droits et les mêmes devoirs vis-à-vis des autres et de l'Etat. Cette égalité conduit à la démocratie, système politique permettant à tous les hommes d'exprimer leur opinion politique à égalité avec les autres, et fondant

l'autorité de l'Etat sur les seuls choix des citoyens. Réciproquement, la démocratie d'un pays n'est réelle que si ses citoyens jouissent du droit à la différence, des libertés de choix, d'expression et d'association [40].

1.2 Doctrine économique

Définitions de l'économie

- On appelle économie la science qui analyse et décrit la production, l'échange et la consommation de richesses (bien et services).
- On appelle économie la science de l'allocation des ressources rares et coûteuses que sont la terre, la main d'œuvre, le capital, le pétrole, etc.

La *microéconomie* étudie le comportement d'acteurs individuels de l'économie tels que des clients, des entreprises industrielles ou des banques. La *macroéconomie* étudie des groupes d'acteurs comme un pays entier, avec sa production annuelle totale de richesses (le PIB [28]), son volume annuel d'investissements, et son emploi total (nombre de personnes en activité ou à la recherche d'un emploi).

1.2.1 Le libéralisme veut limiter l'ingérence de l'Etat

Le libéralisme économique applique à l'économie les principes de liberté et d'égalité du libéralisme politique. Il s'oppose donc au dirigisme, ingérence de l'Etat contraire au principe de subsidiarité. Il veut limiter cette ingérence aussi bien en ce qui concerne *la liste des secteurs d'activité économique* où elle est admise, qu'en ce qui concerne *l'intensité* de cette ingérence dans une activité donnée. Exemples :

- C'est à l'Etat de décider si le pays doit se doter ou non d'une industrie nucléaire permettant la construction d'un parc de centrales électriques. Aucun échelon inférieur (région, ville ou entreprise) n'est mieux à même que l'Etat de décider si le pays a ou non besoin d'une indépendance énergétique ; aucun n'a les moyens financiers nécessaires pour cet investissement, ni la possibilité de l'amortir sur 30 ans ou plus.

Mais ce n'est pas à l'Etat de produire des automobiles, ou d'autoriser la création d'une entreprise industrielle qui les produira. Une entreprise privée est, en général, *plus efficace économiquement* que l'Etat pour produire et vendre des autos ; elle est toujours *plus réactive* qu'une structure étatique, lorsqu'il s'agit d'adapter les modèles à une évolution rapide du marché comme l'exigence de véhicules moins gourmands en carburant.

Hélas, l'Etat français intervient massivement dans l'économie : fin 2007, l'Etat contrôlait majoritairement 848 entreprises totalisant 862 200 salariés et valorisées à plus de 100 milliards d'euros [4]. La gestion de ces entreprises par des hauts fonctionnaires nommés par le pouvoir politique est souvent critiquable, par exemple lorsqu'elle produit des pertes colossales comme le Crédit Lyonnais.

- Le taux d'imposition d'un bénéfice ou d'un salaire mesure l'intensité de l'ingérence de l'Etat dans l'activité économique correspondante. Le libéralisme prône l'intensité minimum compatible avec le besoin de l'Etat de financer les services publics avec son budget, alimenté par les impôts et taxes.

1.2.1.1 Limite du principe de subsidiarité en économie

Le principe de subsidiarité refuse qu'un niveau supérieur décide ou agisse à la place d'un niveau inférieur à *même de le faire efficacement*. Mais lorsque le niveau inférieur ne peut le faire efficacement et que l'intérêt public l'exige, le libéralisme estime normal et souhaitable que l'Etat se substitue au niveau local défaillant.

Exemple : une grande banque privée distribue du crédit à des millions de particuliers et d'entreprises. Si cette banque devient incapable de se refinancer suite à une insuffisance de fonds propres (comme ce fut le cas suite à la crise de 2007 [\[8\]](#)), l'intérêt public exige qu'elle continue à prêter malgré tout, pour ne pas mettre en difficulté des entreprises saines ayant besoin de crédit, et pour ne pas bloquer les projets d'investissement de particuliers solvables. Comme les services financiers de l'Etat (le Trésor) sont incapables de gérer des millions de comptes de crédit, et que l'économie française ne peut se permettre un blocage – même partiel et temporaire - du crédit, l'Etat doit intervenir dans l'économie en prêtant des milliards à la banque, prêt avec intérêts que celle-ci devra rembourser dès que ses difficultés de refinancement seront résolues ; tout cela est expliqué en détail dans [\[8\]](#).

Autre exemple : aux Etats-Unis, le réseau ferré Northeastern railroads ayant fait faillite, le gouvernement fédéral américain a repris l'entreprise en 1976 sous le nom de Conrail. Il l'a fait tourner pour ne pas que l'économie souffre de l'absence de cette capacité de transport, notamment de fret, jusqu'en 1981 où l'entreprise est redevenue bénéficiaire, puis il l'a revendue au secteur privé.

On voit que dans ces deux cas le principe de subsidiarité ne s'appliquait pas, car le niveau local (la banque ou la compagnie de chemins de fer) ne pouvait résoudre son problème, et que celui-ci impactait économiquement un pan important de l'économie.

1.2.2 Le libéralisme s'oppose à certaines politiques

Le libéralisme s'oppose donc à des lois et règlements trop contraignants *en nombre* ou *en niveau de détail* : prix imposés ; normes de qualité contraignantes ; procédures de travail ou d'échange imposées ; horaires de travail et rémunérations imposés ; concurrence bridée ou entreprises d'Etat en concurrence avec des entreprises privées ; contrôles tatillons, etc., toutes ingérences très présentes dans l'économie française.

Le libéralisme s'oppose aussi aux monopoles d'Etat, ainsi qu'aux entreprises dont l'Etat est le premier actionnaire et qui dominent leur marché comme EDF, la SNCF, La Poste, etc. De telles entreprises bénéficient d'avantages énormes sur d'éventuels concurrents : faillite impossible - d'où crédibilité considérable pour les clients et attractivité pour des salariés dont l'emploi est garanti, caractéristiques particulièrement appréciables en période de crise ; possibilité d'emprunter des fonds avec la garantie de l'Etat, donc à taux d'intérêt plus réduits qu'une entreprise privée.

Lorsque l'Etat est le premier actionnaire d'une entreprise, il peut lui imposer des décisions à finalité politique mais économiquement absurdes. C'est le cas, en France, lorsqu'un gouvernement impose à une de ses entreprises d'embaucher des salariés dont elles n'ont pas besoin, ou de conserver des salariés dont elles n'ont plus besoin, le tout aux frais des contribuables ou des actionnaires privés de ces entreprises.

Le libéralisme s'oppose à toute inégalité économique résultant d'une restriction de la concurrence [7], inégalité produisant nécessairement des rentes de situation (possibilité d'imposer ses prix, par exemple) au détriment des consommateurs. Exemple : lorsqu'on limite ou taxe l'importation de bananes d'Amérique Centrale pour favoriser celles du département français de Guadeloupe, bien plus chères, on fait payer par les consommateurs la faible productivité des producteurs de Guadeloupe et leurs coûts salariaux élevés.

Le libéralisme s'oppose aussi au quasi-monopole de l'Etat français en matière d'enseignement. Les enseignants de l'enseignement public français, constituant une corporation particulièrement influente et rebelle, ont réussi jusqu'à présent à faire limiter la proportion d'élèves admis dans l'enseignement privé à 1 sur 6, restreignant ainsi une concurrence dans laquelle ils sont mal placés en coût comme en résultats [41] ; et à part quelques établissements privés hors contrat (formant moins de 1 % des élèves), les professeurs de l'enseignement secondaire privé sont nommés et payés par l'Etat. Les résultats de l'enseignement secondaire public français sont parmi les plus mauvais d'Europe, malgré un budget parmi les plus élevés [5]. Voilà un exemple de l'effet d'une restriction de la concurrence.

1.2.3 Adam Smith et les principes de l'économie politique

Le premier à formuler clairement par écrit les principes du libéralisme économique a été Adam Smith dans [6], lorsqu'il a affirmé en 1776 que :

- Toute richesse vient du travail de l'homme. La *valeur* d'un bien ou d'un service mesure seulement la quantité de travail nécessaire pour le produire.
- Le *prix de marché* d'un bien ou service, distinct de sa valeur, résulte de l'offre et de la demande sur ce marché.
- La monnaie n'est pas une richesse, ce n'est qu'un instrument d'échange de biens et services.
- En matière économique l'homme a un comportement *rationnel* (voir l'important postulat central [18]). C'est par intérêt personnel que l'homme épargne et travaille ; cet intérêt est donc le moteur de l'activité économique.
- Lorsque la concurrence est libre [7], l'ensemble des intérêts personnels agit dans le sens de l'intérêt général du fait de « la main invisible du marché » : le libéralisme économique prône donc la libre concurrence, seule à même de réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande.

1.3 Implications politiques du libéralisme

1.3.1 Libéralisme économique et morale

Le libéralisme économique n'implique aucune règle de morale. Il ne dit pas ce qui est bien ou mal, permis, défendu ou obligatoire. Il préconise seulement un régime politique où le comportement de l'Etat favorise l'activité économique en assurant la liberté individuelle, le respect des lois, la démocratie et la libre concurrence [7].

Pour comprendre l'articulation entre libéralisme et morale, nous avons besoin de comprendre d'abord une notion *d'ordre*.

Les trois ordres de règles

Comme le préconisait John Stuart Mill en 1848 dans ses "Principes d'économie politique", les règles de morale ne peuvent faire partie de « l'ordre économique » (ensemble des règles régissant l'économie). Elles ne font même pas partie de « l'ordre juridique et politique » (ensemble des lois du pays et des règles régissant son activité politique). Les règles de morale font partie d'un ordre supérieur aux deux précédents, l'ordre moral, et doivent être appliquées dans la législation, qui tiendra aussi compte de la doctrine d'économie libérale ; ce sera le cas, par exemple, des lois de redistribution des richesses entre riches et pauvres, des lois de solidarité entre générations, des lois régissant le travail et le commerce.

Dissociation de l'ordre politico-juridique et de l'ordre économique

La politique et la justice appartiennent au même ordre, les lois utilisées par la justice provenant du jeu politique. Par contre, l'économie appartient à un ordre différent, celui qui régit l'activité créatrice de richesses (biens et services), leur échange et leur consommation. La politique et la justice disent quelles actions humaines sont permises, les lois économiques disent quel impact une activité économique a sur la production ou l'échange de richesses. Exemples : le code du travail français (ordre politico-juridique) limite le nombre annuel d'heures exigibles d'un salarié pour des raisons de santé et de dignité humaine, pas des raisons économiques. Par contre, les prix et quantités échangées d'un article sont déterminés par [la loi économique de l'offre et de la demande](#), loi sans rapport avec la législation en vigueur ou la politique d'un gouvernement.

L'ordre économique régit *ce qui est matériellement possible en économie*, comme les lois scientifiques régissent ce qui est possible en physique. Mais l'ordre économique ne dit pas *ce qui est souhaitable* au sens des valeurs de l'homme vivant en société. Ce qui est souhaitable est défini dans l'ordre moral, dont les règles inspirent celles de l'ordre politico-juridique. La dissociation de ces ordres implique ceci : une impossibilité économique ou scientifique ne peut être contournée grâce à une action politique, une décision de justice ou une condamnation morale ; elle exige une solution économique ou scientifique.

Exemple : on ne peut interdire par la loi la faillite ou les licenciements économiques résultant d'une mauvaise gestion au sens économique. Et une situation humainement pénible comme la misère ne peut être résolue en appliquant une loi économique ou scientifique, mais par une décision politique et législative de partage des richesses. *La politique et la justice doivent primer sur l'économie, pour moraliser ce que ses acteurs peuvent faire ou non.*

L'ordre moral

Une action humaine peut être économiquement possible et juridiquement légale tout en étant immorale : une minorité d'hommes peut s'enrichir et accaparer les richesses en laissant d'autres hommes dans la misère, sans violer ni les lois économiques ni les lois juridiques ; c'est possible mais immoral. L'altruisme, la générosité, la reconnaissance, le respect, etc. appartiennent à un ordre distinct des ordres économique et politico-juridique, l'ordre moral. Seules des règles morales empêchent les comportements égoïstes, en incitant les hommes à les respecter ou à adopter des lois d'équité sociale.

C'est ainsi qu'il est absurde d'attendre d'une entreprise (institution de l'ordre économique) des actes de charité recommandés par l'ordre moral. Il n'y a pas de loi obligeant une entreprise à faire la charité, ou à être reconnaissante à un salarié qui y a travaillé trente ans. Une entreprise française est tenue de respecter les lois de la République (lois de l'ordre politico-juridique), sous la supervision de commissaires aux comptes, d'inspecteurs du travail, etc. Ses obligations morales - par exemple vis-à-vis de ses clients - se limitent à ce qui est nécessaire à une bonne image de marque. Elle ne doit moralement à ses salariés que le respect de l'autre et le respect des engagements pris, indispensables à toute relation humaine. *Aucune loi écrite ne l'empêche de licencier tout en faisant des bénéfices, y compris des salariés de trente ans* (la loi française rend seulement un tel licenciement onéreux). Ceux qui attendent d'une entreprise bénéficiaire qu'elle ne licencie pas des salariés devenus inutiles, donc qu'elle continue à les payer à ne rien faire, [se font des illusions puérides](#).

Le libéralisme refuse la tyrannie de la majorité

La morale doit guider la politique au moment d'adopter des lois.

[Nous avons déjà vu](#) que le libéralisme prône le respect du principe de subsidiarité, qui refuse qu'un niveau institutionnel supérieur se substitue à un niveau inférieur quand celui-ci peut décider et agir seul. Le libéralisme considère comme immorale une « tyrannie du niveau supérieur ».

C'est ce qui s'est produit, par exemple, lorsque l'empire napoléonien a instauré un pouvoir central autoritaire en France, ou lorsque le gouvernement de M. Lionel Jospin a décidé autoritairement que *tous* les salariés français feraient 35 heures par semaine, quelle que soit l'activité, [décision qui s'est avérée désastreuse](#).

C'est aussi au nom de la morale que le libéralisme refuse qu'une majorité issue d'élections démocratiques tyrannise politiquement ou exploite économiquement une minorité. Exemple : si un gouvernement démocratiquement issu d'une majorité de citoyens aux revenus modestes (plus nombreux que ceux qui ont des revenus élevés) impose des taxes énormes, confiscatoires, à ces derniers, il viole les règles du libéralisme.

1.3.2 Le libéralisme politique implique le libéralisme économique et réciproquement

Le libéralisme politique implique le droit de produire, de vendre, d'acheter et de consommer. Comme il implique aussi le droit de posséder des biens et d'en disposer librement, il implique la liberté économique, notamment le droit de créer une entreprise privée. Or cette liberté peut être compromise par une ingérence de l'Etat dans l'économie, lorsque des entreprises d'Etat produisent des biens ou des services en concurrence avec des entreprises privées, ou lorsque cette ingérence limite la concurrence ou la fausse par des impôts discriminatoires ou des subventions ciblées. *Le libéralisme politique implique donc le libéralisme économique*. Et réciproquement, le libéralisme économique ne peut exister dans une société où les libertés politiques sont réduites.

1.3.3 Les grands adversaires du libéralisme : le socialisme et le communisme

Il n'y a pas de définition précise ou limitative du socialisme ; c'est un ensemble de doctrines (pas une doctrine unique, il y a toujours eu des courants socialistes divergents). Ces doctrines sont inspirées par des sentiments humanitaires et fondées sur une critique des inégalités résultant du jeu des mécanismes économiques, inégalités qu'elles veulent corriger. A titre de comparaison, voir la définition du capitalisme en [10] et sa comparaison avec le socialisme en [11].

Le socialisme met en avant le principe démocratique de la primauté de l'intérêt public sur l'intérêt particulier. Ce principe n'est pas contestable, mais les socialistes considèrent que *l'intérêt public ne peut être servi que par l'action publique* : production du maximum de biens et services par des entreprises d'Etat pour ne pas que d'éventuels profits aillent à des actionnaires privés ; méfiance de la concurrence [7] et limitation de ses effets ; décisions économiques prises par des fonctionnaires ; encadrement des initiatives privées au moyen d'autorisations administratives, etc.

La France, où les dépenses publiques représentent plus de 53 % du PIB [28] - la majorité de la richesse produite - est un excellent exemple d'économie administrée par l'Etat. *C'est donc un pays socialiste qui refuse de l'admettre, mais dont les gouvernements prétendument de droite sont en fait aussi interventionnistes que ceux de gauche.* C'est ainsi que l'hebdomadaire Le Point n° 1693 du 24/02/2005 rapportait des propos du président Chirac (censé être de droite) :

"... les députés de Strasbourg ont surtout été surpris par le discours enflammé du Chef de l'Etat contre le libéralisme. « Il échouera partout » a prédit avec conviction Jacques Chirac devant ses amis, médusés de l'entendre, pour la première fois peut-être si catégorique. « Ces solutions-là ne marchent pas. »"

Logiquement, la primauté de l'intérêt public sur l'intérêt particulier n'entraîne pas la nécessité de substituer l'action publique à l'action privée, car une entreprise privée peut fabriquer des biens ou fournir des prestations avec un cahier des charges de service public. **Les socialistes et communistes justifient cette substitution en dénonçant l'un des fondements du libéralisme, la propriété privée** : Proudhon (1809-1865) par exemple, l'un des premiers militants anticapitalistes, écrivait : « [La propriété, c'est le vol !](#) ». Et le communiste Karl Marx (1818-1883) allait encore plus loin, en préconisant *la propriété publique des moyens de production* (l'Etat propriétaire des terres, des usines, des magasins, des chemins de fer, etc.), préconisation que le président Mitterrand a adoptée en 1981 en nationalisant massivement des banques et des groupes industriels.

A bas le profit ! - Le juste prix est le prix coûtant

Karl Marx ayant affirmé que le prix juste d'un article est son prix coûtant, excluant ainsi tout profit autre que l'amortissement des matériels et des réserves pour les jours difficiles, le mythe « le juste prix est le prix coûtant » est devenu une vérité incontestée dans une grande partie de la société française. Celle-ci déteste donc toute activité économique orientée vers le profit (activité dite *marchande*). Les socialistes et communistes français ont donc inventé un mot accusateur pour une activité marchande qui, à leur avis, ne devrait pas l'être : la *marchandisation*. Ils

parlent ainsi de marchandisation de l'enseignement pour dénoncer l'existence en France d'un enseignement privé à côté de l'enseignement public.

Les communistes purs et durs refusent même le travail salarié (la marchandisation du travail humain), qu'ils accusent d'aliéner les travailleurs d'une économie capitaliste, forcément exploités. Dans la société communiste qu'ils appellent de leurs vœux, le travail n'est pas rétribué. L'argent reçu par un travailleur n'est que la part de la production nationale dont il dispose pour sa consommation, part allouée par les fonctionnaires de l'organisme national de planification de l'économie ; cet argent ne dépend ni de la production du travailleur, ni de sa qualification, ni de ses responsabilités. A Cuba, par exemple, un médecin ou un ingénieur doivent gagner autant voire moins qu'un faucheur de canne à sucre, métier plus pénible. Ce principe a conduit à une formidable démotivation pour les études, les responsabilités et les efforts ; c'est une des raisons de la misère de ce pays.

Le refus du profit, qui avec l'épargne est la source du capital, prouve une ignorance du rôle indispensable du capital dans l'activité économique. Il faut à une entreprise du capital pour acheter ou construire des locaux et du matériel, payer les efforts de recherche et développement, financer la constitution d'un stock de roulement et une campagne de marketing pour faire connaître son offre. (Pour plus de détails sur l'indispensable financement d'une économie, voir le paragraphe "[Le crédit est indispensable à l'économie](#)".) Mais pour beaucoup de socialistes et de communistes français, le profit versé aux actionnaires devrait leur être confisqué car c'est par nature une spoliation de travailleurs injustement exploités.

Une comparaison plus détaillée entre communisme et économie de marché [9] est accessible dans [164].

Le droit au travail et autres utopies

Les socialistes et communistes croient aussi au *droit au travail* : quelqu'un, l'Etat ou une entreprise privée, *doit* fournir du travail à toute personne qui veut travailler. Peu importe la qualification de la personne ou son lieu de résidence, pour les socialistes et communistes elle a droit à du travail.

Or il est impossible de fournir du travail économiquement viable (c'est-à-dire pouvant durer longtemps sans subvention publique aux frais des contribuables) à n'importe quelle personne, n'importe où ; *c'est une impossibilité économique*. Certains métiers économiquement viables ne sont demandés que dans certaines entreprises, situées en certains lieux. [Il est impossible de créer artificiellement du travail économiquement viable dans un lieu géographique arbitrairement choisi et à l'intention d'une population à qualification imposée, en général très faible](#). Il y a eu, dans tous les pays et particulièrement en France, de nombreuses tentatives qui ont échoué en gaspillant pas mal de fonds publics (voir le court texte [12], particulièrement édifiant) ; il y a même [une loi économiquement aberrante de « réindustrialisation d'un bassin d'emploi »](#), parfait exemple de tentative de résoudre par une loi (de l'ordre politico-juridique) un problème de l'ordre économique.

Conclusions : *le droit au travail est utopique et beaucoup de socialistes croient à des utopies comme celle-là, hélas*. Du reste, [le Traité constitutionnel de l'Union européenne a prévu un droit de travailler, pas un droit au travail](#). Mais hélas, certains politiciens français comme MM. Chirac et Raffarin ont trompé leurs concitoyens en leur laissant croire à l'existence possible d'un droit au travail, [dont ils promettaient de](#)

[s'occuper](#), mais au sujet duquel ils n'ont rien fait car c'est économiquement impossible. Et c'est parce qu'ils réclament le bénéfice de ce droit utopique que des milliers de salariés français licenciés manifestent, parfois avec violence.

Les socialistes et communistes croient que *la France peut, comme l'ancienne URSS communiste, créer artificiellement des emplois dans un bassin d'emplois qui en manque*, par exemple suite à un licenciement. C'est une illusion, car les emplois de fonctionnaire, les seuls que l'Etat ou les collectivités locales peuvent créer, doivent être payés par les travailleurs et entreprises du secteur privé, comme des chômeurs.

Une entreprise privée ne crée des emplois que si elle a trop de commandes, ce qui ne dépend de l'Etat que s'il leur passe des commandes... payées par les impôts prélevés sur les contribuables et les entreprises privées. On ne peut exiger d'une entreprise privée qu'elle crée des emplois dont elle n'a pas besoin, elle risquerait de faire faillite. Pourtant l'Etat français exige régulièrement que la SNCF, EDF, etc. embauchent des salariés non qualifiés dont elles n'ont pas besoin, pour améliorer les chiffres du chômage. Ces sociétés reçoivent ensuite des compensations pour ces emplois, venant de l'Etat ou de hausses de prix imposées aux consommateurs...

Les socialistes et communistes croient que *l'Etat peut augmenter artificiellement le pouvoir d'achat*. L'Etat ne peut le faire qu'en baissant ses impôts, la TVA par exemple, ou en imposant des baisses de prix autoritaires au risque de provoquer des faillites d'entreprises. L'Etat peut augmenter les salaires des fonctionnaires, payés par les impôts prélevés sur le secteur privé de l'économie. Il peut aussi augmenter le SMIC, ce qui entraîne l'augmentation en cascade de salaires voisins, et rend beaucoup des salariés concernés trop chers pour les entreprises, d'où du chômage. Mais l'Etat ne peut légalement imposer aux entreprises privées une augmentation des salaires autres que le SMIC, et s'il le faisait beaucoup feraient faillite et d'autres délocaliseraient.

A part les pays communistes (URSS, Cuba, Corée du Nord, etc.) et les pays vivant de la rente du pétrole, aucun pays n'a jamais pu – au mépris de la rentabilité économique - créer des emplois de toutes pièces ou augmenter les salaires.

Les courants du socialisme français

Les socialistes français n'ont jamais pu choisir majoritairement entre deux courants :

- *Le courant de gauche*, partisan d'un Etat le plus autoritaire et le plus interventionniste possible, comme Mme Martine Aubry et M. Emmanuelli. Ce courant se subdivise lui-même entre partisans de l'Union européenne (à condition qu'elle soit dominée par l'interventionnisme socialiste et orientée vers les transferts sociaux, ce que la majorité de nos partenaires européens n'accepteront jamais) et adversaires de cette Union, accusée de libéralisme excessif.
- *Le courant révisionniste*, prêt à accepter l'économie de marché [\[9\]](#) et l'Union européenne, à condition qu'elles soient dirigées par des institutions cherchant à maximiser les transferts sociaux.

A ces deux courants s'ajoutent des socialistes à idéologie fluctuante, prêts à s'allier avec n'importe qui pour arriver au pouvoir, comme François Mitterrand et Ségolène Royal.

2. Evolution de la pensée économique

2.1 Le mercantilisme

Les premiers penseurs des principes de l'économie, de la fin du XVI^e siècle à la fin du XVII^e étaient *mercantilistes*. La doctrine mercantiliste, qui nous paraît aujourd'hui simpliste et floue, admettait les principes suivants :

- L'enrichissement d'un pays vient de l'activité économique, pas de la possession d'argent par des gens inactifs. Au contraire, injecter artificiellement de la monnaie dans une économie n'y produit que de l'inflation ([Jean Bodin, 1578](#)).
- L'intervention d'un Etat puissant (administrativement et militairement) favorise :
 - L'enrichissement des sujets du royaume correspondant (exemple français : Colbert, ses manufactures d'Etat et son développement du commerce) ;
 - La protection douanière contre les importations ;
 - L'accumulation de réserves d'or et d'argent ;
 - Le contrôle des prix.

2.2 La physiocratie

Au XVIII^e siècle, la France était un pays essentiellement agricole. La richesse de sa production de vivres permettant de nourrir beaucoup de gens, c'était le pays le plus peuplé d'Europe, ce qui lui a permis de mener les guerres de la Révolution et de l'Empire avec une supériorité numérique.

Mais l'agriculture souffrait de prix trop bas pour que les fermiers puissent à la fois payer les propriétaires terriens et acheter les outils et semences nécessaires. En outre, il y avait tantôt surproduction de vivres, tantôt pénurie et disette. Et comme toute l'économie reposait sur l'agriculture, l'Etat n'arrivait pas à collecter assez d'impôts pour ses dépenses et ses guerres ; il y eut même de l'inflation (due à un abus d'impression de billets) et une banqueroute due à une [bulle spéculative, comme en 2007 !](#) (Law, 1720). Bref, le mercantilisme colbertiste avait atteint ses limites.

La doctrine physiocrate a succédé à la doctrine mercantiliste, en adoptant les principes suivants :

- La seule production à prendre en compte en économie est celle de l'agriculture ;
- Il faut stabiliser les prix des céréales à un niveau assez élevé pour que les fermiers puissent en vivre et que cesse l'alternance entre des prix trop bas (catastrophiques pour les fermiers) et des prix trop élevés (catastrophiques pour les consommateurs) ;
- Il faut développer le commerce international des céréales, pour accéder à un marché plus grand, capable d'absorber les excédents français les bonnes années et d'alimenter la France les années de pénurie ;
- L'Etat doit maîtriser ses dépenses (déjà !) ;

- Les impôts prélevés par l'Etat ne doivent provenir que des revenus financiers des rentiers, pas des cultivateurs subsistant à peine du produit de leurs récoltes et élevages.

Mais cette doctrine réduisait l'économie à l'agriculture, excluant le commerce (qui rapportait gros, pourtant) et l'industrie. L'assiette des impôts était la rente, pas le profit, ce qui la réduisait à l'excès : dans la doctrine physiocrate, la notion de profit, basée sur celles de coût et de valeur, restait trop vague pour être utilisable.

2.3 Le classicisme

Les économistes appellent « école classique » la doctrine économique apparue avec Adam Smith en 1776. En plus des [principes déjà exposés à propos d'Adam Smith](#), cette doctrine repose sur les affirmations suivantes :

- Sur le marché, la concurrence est pure et parfaite [\[7\]](#). Cette hypothèse simplifie beaucoup les raisonnements, bien qu'elle ne soit jamais bien vérifiée.
- Offre et demande d'un produit finissent par s'équilibrer automatiquement [\[13\]](#) :
 - S'il y a pénurie d'un produit, son prix de marché augmente, incitant d'autres fournisseurs à l'offrir ; cette offre augmente la concurrence et les prix baissent.
 - S'il y a excédent d'un produit, son prix de marché est bas et peu rémunérateur. Des fournisseurs se retirent du marché ou réduisent leur offre jusqu'à ce que la quantité offerte soit égale à la quantité demandée.
 - A long terme, le prix de marché d'un produit tend vers sa valeur (coût total de production), qui est indépendante de l'offre et de la demande.

Exemple : lorsqu'un fournisseur de télécommunications (téléphone, Internet, télévision) fournit sur une même ligne téléphonique le service d'accès à Internet, beaucoup plus exigeant en débit de données que le service téléphonique, la valeur (donc le prix) de ce dernier tend vers zéro. C'est pourquoi il y a aujourd'hui de nombreux forfaits de communications téléphoniques illimitées sur les lignes téléphoniques d'accès à Internet.

- La théorie de l'avantage relatif de David Ricardo (1772-1823) explique l'intérêt pour des pays – et aussi dans une certaine mesure des entreprises ou même des individus – de se spécialiser dans l'activité qui rapporte le plus et de commercer avec d'autres (voir [\[14\]](#)) plutôt que de fabriquer eux-mêmes tout ce dont ils ont besoin. Aujourd'hui encore, la division internationale du travail et le commerce qui la favorise sont au cœur de la *mondialisation* (définition et étude complète dans [\[15\]](#)).

Les économistes classiques s'opposaient concernant le rôle de la monnaie et la politique à adopter concernant la création monétaire et le crédit. (La doctrine moderne sur ce sujet est exposée dans [\[8\]](#)).

- Pour certains comme Ricardo, *la monnaie est de l'or ou de l'argent*. Sa valeur (en heures de travail, par exemple) dépend de la quantité disponible et du volume des échanges "bien (ou service) contre monnaie" ; elle s'ajuste automatiquement et il y a donc toujours assez de monnaie en circulation.

Donc si l'Etat émet des billets représentant de la monnaie, ils ne sont pas nécessairement basés sur de l'or : leur quantité peut dépasser celle des réserves d'or qui les garantissent. Leur circulation peut alors créer de l'inflation et mettre en danger leur convertibilité en or, spoliant ainsi ceux qui en détiennent. Ces économistes redoutaient donc l'effet inflationniste de l'usage excessif de la « planche à billets » et recommandaient que la masse de billets en circulation soit toujours gagée sur l'or et convertible en or. C'est pourquoi les billets de banque anglais d'une livre portaient la mention :

"I promise to pay the bearer on demand the sum of one pound"

(Je promets de payer au porteur, à sa demande, la somme de une livre) [\[16\]](#).

C'est pourquoi aussi la livre sterling, garantie par de l'or jusqu'en 1931, a pu être utilisée longtemps comme [monnaie de réserve internationale](#), acceptée dans tous les pays comme de l'or au même titre que le dollar.

- Pour d'autres comme Malthus (1766-1834) et Henry Thornton (1760-1815) *l'émission de papier monnaie peut constituer un crédit bancaire, favorisant ainsi l'activité économique*. Cette théorie est encore acceptée et mise en pratique aujourd'hui, où une banque peut littéralement *créer de la monnaie* lorsqu'elle accorde un crédit, et se refinancer ensuite pour recommencer (explication : [\[8\]](#)).

2.4 Le keynésianisme

J. M. Keynes s'est intéressé à la *macroéconomie*, c'est-à-dire à *l'offre et la demande globale des biens et services de tout un pays ou d'un groupe important d'agents économiques* [\[7\]](#), plutôt qu'à la *microéconomie* comme ses prédécesseurs qui étudiaient les transactions et l'équilibre offre-demande d'un seul produit.

Sa théorie [\[17\]](#) relie, pour l'économie d'un pays donné, l'offre et la demande, le niveau général des prix, le revenu, l'emploi, la monnaie en circulation et le taux d'intérêt des crédits. Publiée en 1936, à une époque où le monde n'était pas encore sorti de la crise commencée en 1929, sa théorie a eu un immense retentissement, ses conclusions étant encore appliquées de nos jours (explication et détails dans [\[8\]](#)).

2.4.1 Aspect réel et aspect monétaire d'une économie

- Dans l'économie *réelle* (qui produit, échange et consomme des biens et services réels) on considère la valeur réelle des biens et services, évaluée par exemple en heures de travail nécessaires pour les produire. Les prix ne font que constater la réalité économique due à [l'équilibre de l'offre et de la demande](#).
Si les prix de certains biens augmentent trop, dépassant de beaucoup leur valeur réelle, il y a un déséquilibre du marché. Si le prix d'un instrument financier (action cotée en bourse, par exemple) monte trop au-dessus de la valeur des actifs sous-jacents, il y a création d'une [bulle spéculative](#).
- L'aspect *monétaire* ne considère que les prix de marché des biens et services disponibles dans une économie. La demande et l'offre de monnaie y jouent des rôles importants :

- Le fonctionnement quotidien de l'économie et son développement sont impossibles sans un crédit suffisant, comme expliqué [là](#) ;
- Le niveau des prix est proportionnel à la masse monétaire offerte, comme [on le sait depuis Jean Bodin](#) ; un crédit trop bon marché est inflationniste.

Dans chaque type d'activité économique il faut disposer d'un certain capital pour chaque heure de travail effectuée (explication dans [\[19\]](#)).

2.4.2 Particularités de la théorie keynésienne

Le keynésianisme prend en compte *un certain niveau d'incertitude* et *une analyse sur le court terme*, alors que les théories précédentes ignoraient l'incertitude, supposaient chaque agent économique parfaitement informé [\[7\]](#) et une analyse à long terme (Keynes se moquait de cette analyse-là en disant : « A long terme, nous serons tous morts », remarque cruellement pertinente en période de crise économique grave comme celles des années 1930 et celle de 2007).

Le keynésianisme prend en compte l'emploi (le chômage) et l'influence de la monnaie dans l'économie. Pour Keynes, *la situation normale dans une économie comprend un certain niveau de chômage*, et les prix ne s'ajustent pas automatiquement à la demande : si la production dépasse la demande, elle diminue, donc l'emploi diminue et le chômage augmente ; contrairement à la théorie précédente, les prix peuvent être rigides au lieu de s'adapter automatiquement.

Pour Keynes, économies réelle et monétaire coïncident. *L'Etat peut et doit intervenir dans l'économie pour la stimuler* par des politiques *budgétaire* (le déficit dû aux dépenses publiques stimule l'activité) et *monétaire* (coût et disponibilité du crédit). Il peut le faire par exemple en dépensant de l'argent emprunté pour relancer l'économie, ou à la fois par des dépenses budgétaires et des baisses d'impôts. Pour relancer la demande, il faut aider à la fois *la consommation* (en augmentant les revenus) et *l'investissement* (en baissant les taux d'intérêt pour rendre l'investissement dans une entreprise plus rentable que le placement financier en obligations ou à la caisse d'épargne). Keynes préconise donc de relancer l'économie *en agissant sur les 4 composants de la demande* : consommation, investissement, dépenses budgétaires et exportations.

Nous verrons aussi plus bas que la théorie interventionniste de Keynes, *qui vise des effets à court terme*, est encore d'actualité dans la crise économique commencée en 2008, parce qu'elle est grave et nécessite une relance urgente. Beaucoup de gouvernements injectent aujourd'hui de l'argent à tout va dans l'économie pour la relancer : ils prêtent de l'argent aux entreprises ou les recapitalisent ; ils envoient des chèques aux particuliers ou baissent les impôts.

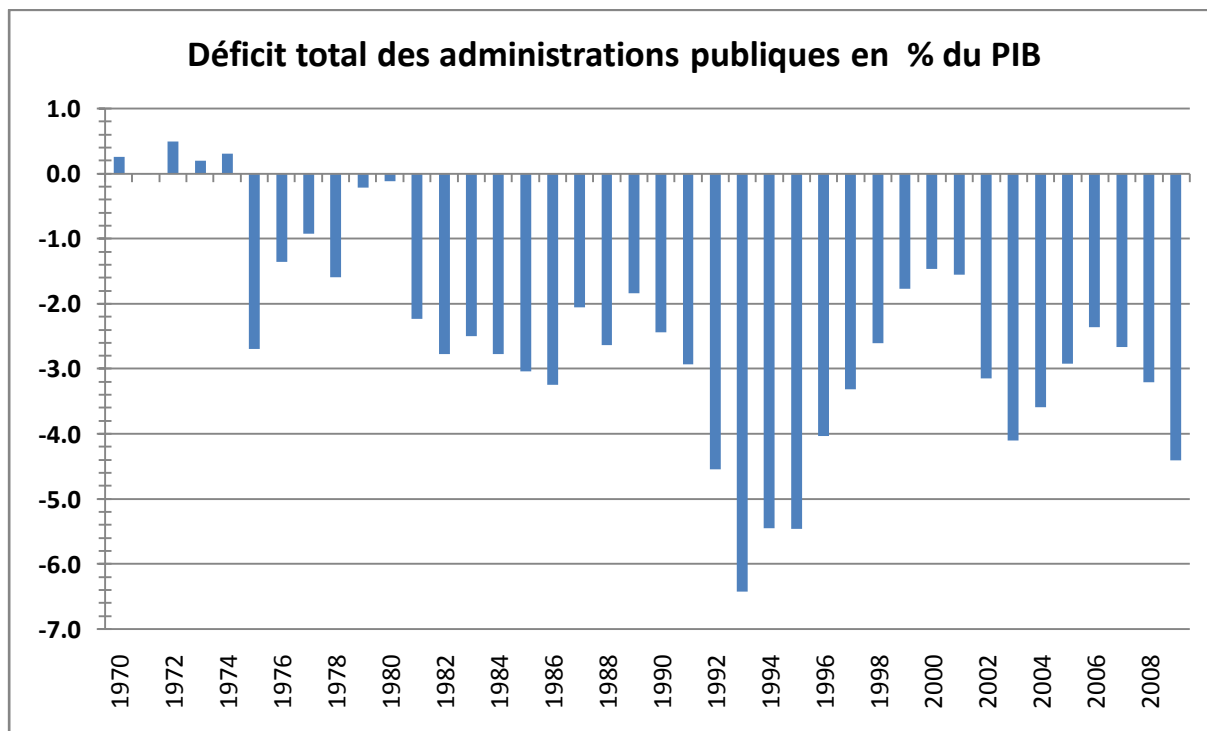
Keynes justifie de reporter sur les générations suivantes la charge de la dette due à cette relance de l'économie par le fait qu'une économie redressée prépare mieux l'avenir de ces générations-là qu'une économie déprimée, qu'elle les rend plus aptes à rembourser la dette.

Enfin, Keynes a le mérite d'insister sur l'importance de l'espoir : espoir des consommateurs dans la pérennité de leurs revenus, qui les incite à dépenser, donc stimule l'activité ; et espoir de vendre plus des entrepreneurs, qui les incite à investir pour accroître la production et [la productivité](#), afin de gagner davantage.

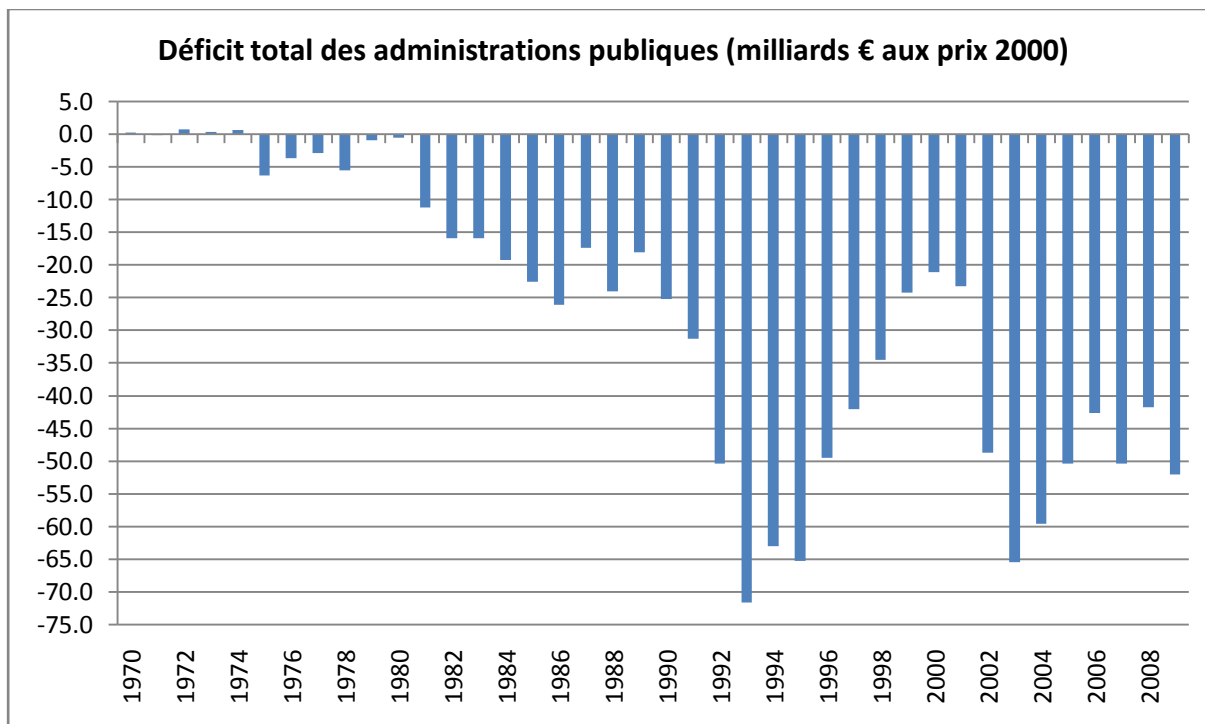
A part la création de dettes à la charge des générations suivantes, **l'inconvénient des relances keynésiennes est l'inflation** résultant d'une plus grande disponibilité d'argent et de la propension des fournisseurs à augmenter leurs prix quand leurs ventes augmentent. En outre, si le chômage diminue par suite de la relance, les salaires augmentent parce que les salariés deviennent plus exigeants, ce qui accroît encore les risques d'inflation. Puisque des salaires élevés freinent les embauches, un équilibre entre salaires et chômage devrait s'établir, après lequel les entreprises ne pourront gagner davantage qu'en augmentant la productivité, par exemple par un équipement plus moderne ou des délocalisations vers des pays à coût de main d'œuvre plus faible ([détails](#)).

2.4.3 Déficit budgétaire : une stimulation keynésienne permanente de l'économie

En France, les budgets totaux de l'Etat et des administrations publiques n'ont jamais cessé d'être en déficit depuis 1975, comme le montrent les deux graphiques ci-dessous issus de l'INSEE [\[21\]](#). *Ce déficit budgétaire permanent constitue une stimulation keynésienne de l'économie, une stimulation récurrente.* Depuis 1975, les divers gouvernements de la France n'ont jamais cessé de dépenser plus qu'ils n'encaissaient, aggravant chaque année davantage la dette qu'ils laissaient aux générations suivantes, qui ont le tort de ne pas voter tout de suite. Lorsqu'un gouvernement se félicite d'avoir obtenu une croissance du PIB de 1.8 % en oubliant de dire que son déficit budgétaire y était pour 2.7 %, que penser de son honnêteté ?



Déficit public français en % du PIB de 1970 à 2009 (estimé pour 2008 et 2009)



Déficit public français en milliards d'euros de 1970 à 2009 (estimé pour 2008 et 2009)

2.4.4 Crises économiques et relance keynésienne

La méthode keynésienne de relance économique de 1936 était particulièrement bien adaptée à la grande crise de l'époque : le marché ne pouvant, par lui-même, résoudre le problème du chômage, l'Etat devait le résoudre en relançant l'activité à coups de milliards, empruntés ou imprimés à la planche à billets.

La relance par augmentation massive des dépenses publiques, commencée dès les années 1930 (exemple : le New Deal du président Roosevelt en 1933), s'est poursuivie aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale, qui a tellement stimulé la croissance que l'économie américaine est sortie de la guerre bien plus forte qu'avant 1929. Aux Etats-Unis comme en Europe (aidée par le Plan Marshall) l'économie a connu après 1945 une période d'expansion de près de 30 ans appelée « Trente glorieuses », puisqu'elle n'a pris fin qu'en 1974, du fait du 1^{er} choc pétrolier de décembre 1973.

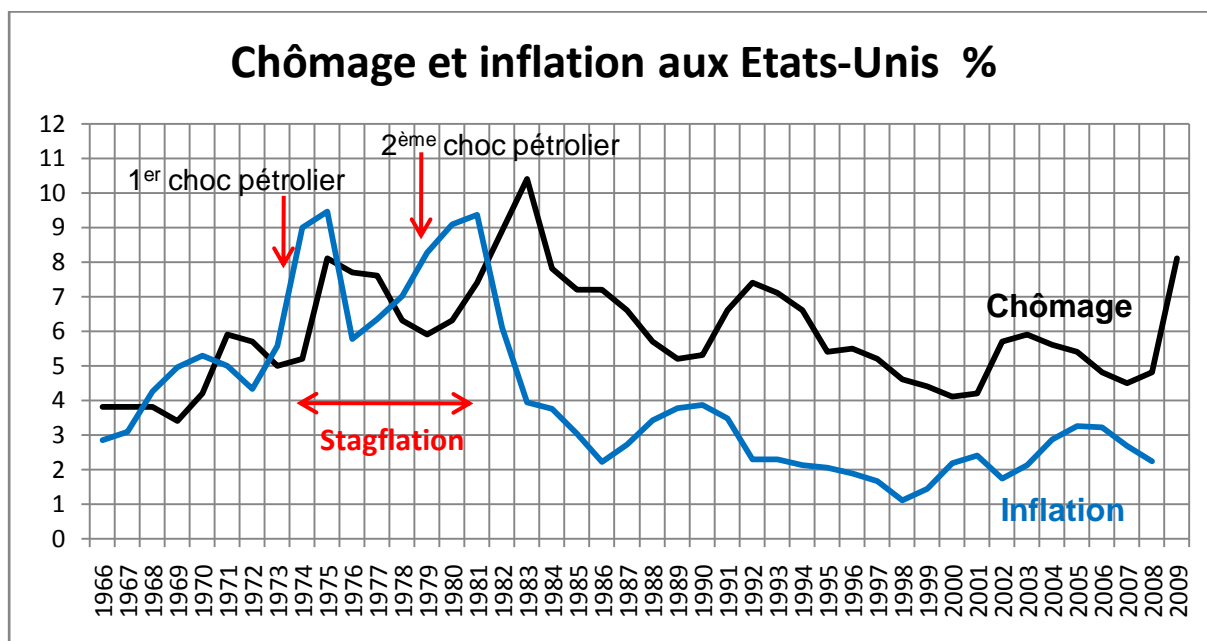
2.4.4.1 Le 1^{er} choc pétrolier

Ce choc est dû au quadruplement du prix du pétrole par les pays arabes (exactement : par l'OPEP, qui comprenait aussi l'Iran) en quatre mois, sous le prétexte de punir Israël et les Etats-Unis de ne pas avoir laissé l'Egypte et la Syrie, qui avaient attaqué Israël, gagner la guerre (guerre du Kippour).

L'ensemble des pays consommateurs de pétrole, dont l'économie utilisait beaucoup de pétrole pour chaque unité de richesse (biens ou services) produite, subit immédiatement une forte inflation par les coûts : les entreprises et les consommateurs n'avaient pas d'autre choix que de payer aux producteurs de pétrole musulmans le prix qu'ils demandaient. Pour ne pas faire faillite, les entreprises répercutèrent le surcoût sur leurs prix, d'où une inflation qui passa de 5.5 % mi-73 à

9 % mi-74 aux Etats-Unis (voir graphique ci-dessous, issu de [22]). Beaucoup de produits et services devenus trop chers ne trouvant plus preneurs, l'activité économique diminua brutalement, et le chômage explosa, passant de 5 % à 8 % de mi-74 à mi-75. C'est ainsi qu'en France le nombre de faillites d'entreprises augmenta de 27 % de 1973 à 1974.

Pour l'avoir sous les yeux tout en lisant ce qui suit, le lecteur est invité à ouvrir le graphique dans une fenêtre séparée en cliquant sur [ce lien](#).



Taux de chômage et d'inflation aux Etats-Unis chaque 1^{er} février de 1966 à 2009

Le transfert de richesse des pays consommateurs de pétrole aux pays producteurs augmenta en quelques mois de 1.5 % du PIB, proportion énorme qui produisit une baisse du niveau de vie et un accroissement du nombre de chômeurs d'environ 8 millions. Les pays consommateurs durent adapter rapidement leur économie à une moindre consommation de pétrole par unité de richesse produite.

Ils en tirèrent aussi une leçon qui vaut encore aujourd'hui : certains pays non démocratiques peuvent utiliser un avantage économique qu'ils possèdent (comme la production de pétrole ou les fonds souverains) dans des buts politiques ou idéologiques conduisant à un sabotage de *notre* économie, ou à la création d'une relation de dépendance à leur égard. La France, par exemple, se lança dans un effort considérable d'indépendance énergétique en construisant un parc de 58 centrales électriques nucléaires qui assure, aujourd'hui, plus de 80 % des besoins, le taux le plus élevé du monde.

2.4.4.2 La stagflation

Les pays consommateurs tentèrent de relancer l'économie, pour faire baisser le chômage, en utilisant la recette keynésienne de déficit budgétaire. [Le graphique du déficit précédent](#) montre que la France, dont le budget avait jusque là été équilibré ou excédentaire, devint déficitaire à force de dépenses anti-chômage coûteuses ; il l'est resté sans discontinuer jusqu'à ce jour, 35 ans après : la France ne s'est jamais

complètement remise du 1^{er} choc pétrolier, dont l'effet destructeur d'emplois dure encore d'autant plus qu'il a été mal géré par les gouvernements successifs.

Dans les pays consommateurs de pétrole, l'économie connut de 1974 à 1981 une situation sans précédent : un fort chômage en même temps qu'une forte inflation, situation appelée *stagflation* (stagnation et inflation). A l'évidence, *la recette keynésienne ne marchait pas, le déficit public n'arrivait pas à relancer suffisamment l'économie pour faire baisser significativement le chômage*. Aux Etats-Unis, où le taux de chômage ne dépassait que rarement 5 %, il restait compris entre 6 % et 8 %.

La stagflation fut aggravée, du début de 1979 au début de 1981, par un 2^{ème} choc pétrolier qui multiplia le prix du pétrole de 1974, déjà 4 fois plus cher que celui de 1973, par un nouveau facteur de 2.5. Le graphique du chômage et de l'inflation aux Etats-Unis montre l'effet de ce nouveau transfert de richesses vers les pays producteurs de pétrole : le chômage bondit, entre mi-79 et mi-83 de 6 % à 10.5 %, taux sans précédent depuis la crise des années 1930.

L'inflation faisant perdre aux travailleurs du pouvoir d'achat, ils obtinrent peu à peu – parfois à coups de grèves – une indexation (officielle ou de fait) des salaires sur les prix. Mais cette indexation poussant les coûts des entreprises vers le haut, elle accroissait encore plus l'inflation, en une course prix-salaires auto-entretenu. *L'économie ne réagissait ni en s'auto-équilibrant, comme le prévoyait le modèle classique, ni en redémarrant vigoureusement comme le prévoyait le modèle keynésien* : ces deux modèles ne s'appliquaient donc plus.

2.4.4.3 L'échec des stimulations keynésiennes en France

La France, toujours interventionniste, tenta de résoudre par des lois (approche politico-juridique) le problème économique des licenciements, avec un échec total. Quand une entreprise risque de faire faillite, inutile d'exiger d'elle qu'elle garde son personnel ou qu'elle réindustrialise son bassin d'emplois. Toutes les lois interdisant ou rendant très coûteux les licenciements ont échoué, les entreprises réagissant à ces contraintes en refusant d'embaucher, en n'embauchant que des intérimaires, ou en n'offrant que des emplois à durée déterminée.

Le refus d'embaucher des entreprises françaises est un exemple d'une loi économique connue, *la loi des anticipations rationnelles* : les agents économiques réfléchissent aux conséquences d'une décision éventuelle, ils l'anticipent, et réagissent en fonction de ces conséquences prévisibles. Un chef d'entreprise se dit : « Si j'embauche, je risque de ne pouvoir licencier en cas de baisse d'activité de mon entreprise, alors je préfère ne pas embaucher. »

Un chômeur indemnisé à peu près au niveau du SMIC qu'il toucherait s'il travaillait, préfère refuser un travail offert qui reviendrait à faire un effort qui ne rapporte presque rien ; d'où le *Revenu minimum d'activité* français, destiné à convaincre les chômeurs d'accepter un travail, et l'obligation de ne pas refuser plus de deux emplois offerts sous peine de perdre leurs allocations de chômage, c'est-à-dire la carotte et le bâton.

Le gouvernement de gauche Mauroy du président Mitterrand ayant pratiqué une relance keynésienne de la consommation en 1981 sans que le reste de l'Europe suive, le pouvoir d'achat distribué ne s'est guère traduit par un redémarrage de

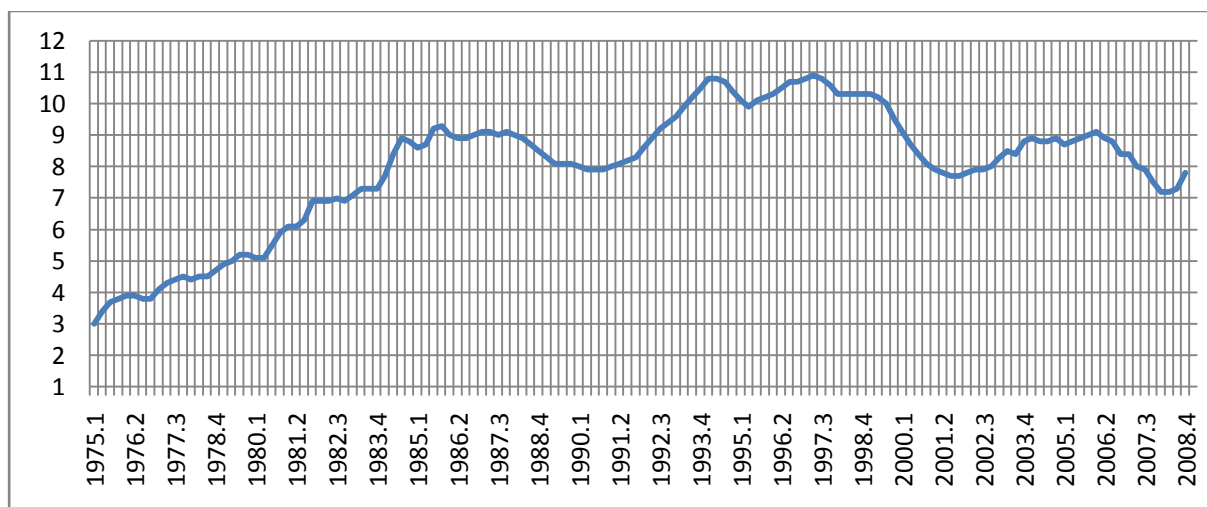
l'économie française. Il s'est traduit par de l'inflation, une explosion des importations et un déficit commercial insupportable dès 1982, puis par un plan de rigueur en 1983 accompagné de **trois dévaluations du franc (dont deux en moins d'un an !)** : la gauche socialo-communiste a alors été obligée d'admettre que son idéologie marxiste lui avait fait commettre une erreur en violant une loi économique connue :

Dans un marché ouvert et intégré comme celui de l'Union européenne, si un pays (ou un petit groupe de pays) fait seul une relance par la consommation, une partie importante du pouvoir d'achat distribué relancera l'économie des pays qui n'ont pas fait la relance, qui exporteront plus de biens vers les pays dont la consommation augmente. En France, une telle relance ne peut être bénéfique que si nos principaux partenaires commerciaux, au premier rang desquels il y a l'Allemagne, en font une en même temps.

Donc **si un politicien ou un syndicaliste français propose à ses concitoyens une politique de relance de la consommation qui n'est pas accompagnée par nos principaux partenaires de l'Union européenne, c'est un démagogue et il ne faut pas voter pour lui** ; il faut que la leçon des années 1982-1983 nous ait au moins appris cela.

En outre, dans la France du XXI^e siècle, une relance keynésienne aurait un handicap supplémentaire : *au lieu de le dépenser, beaucoup de Français mettraient l'argent supplémentaire reçu de l'Etat à la Caisse d'épargne*, où (petits capitalistes qui s'ignorent !) ils ont 51 millions de livrets d'après [23]. La raison est très française : nous sommes un des peuples les plus inquiets du monde quand il s'agit de l'avenir ; les ménages français épargnent 15.8 % de leur revenu disponible [24]. Cela vient de notre peur du chômage et cela freine notre économie ; c'est aussi une anticipation rationnelle.

Pour illustrer l'échec des tentatives françaises de faire baisser significativement le taux de chômage – notamment en 1981-1983, voici son évolution de 1975 à 2008 d'après l'INSEE [25] :



Taux de chômage français (%) du 1^{er} trimestre 1975 au 4^{ème} trimestre 2008

La baisse du chômage de 1997 à 2001 s'explique par un contexte économique mondial très favorable, dont la France a profité. La baisse de 2006 à fin 2007 s'explique par le départ en retraite des travailleurs nés juste après 1945, départ qui a libéré leurs emplois.

2.4.4.4 Conclusions sur l'efficacité d'une relance keynésienne

En période de crise économique grave, comme celle qui a commencé en 2008, une relance keynésienne est indispensable, comme l'explique [8]. Mais en cas de crise modérée comme une stagflation, une relance keynésienne n'est pas une solution :

- *Elle est inefficace* :
 - L'argent distribué par l'Etat aux ménages risque d'être épargné (par manque de confiance en l'avenir – anticipation rationnelle) ;
 - L'argent distribué par l'Etat aux entreprises risque de ne pas être investi (toujours par manque de confiance en l'avenir) et de servir à désendetter chaque entreprise ou à reconstituer sa trésorerie ;
 - L'argent distribué par l'Etat risque d'être dépensé en importations, qui font travailler des pays étrangers et pas le pays qui relance.
- *Elle crée de l'inflation*, qui augmente les coûts des entreprises, augmentation aggravée par les exigences de hausses de salaires. Avec une offre trop chère, une entreprise vend moins, donc doit licencier : *l'inflation par les coûts mène au chômage*.
- *Elle coûte cher au budget de la nation*, qu'il faut tôt ou tard rééquilibrer en augmentant les impôts, ce qui diminue l'activité économique (les gens ont moins d'argent à dépenser, les entreprises moins d'argent à investir), donc génère du chômage. Et le déficit budgétaire crée une dette dont le remboursement handicaperait les générations suivantes.

2.4.5 Critique de l'interventionnisme étatique ; exemple de la France

La stimulation keynésienne de la demande n'est qu'un aspect d'une politique plus générale d'intervention de l'Etat dans de nombreux aspects de la vie économique :

- *Limitation de la concurrence* par des lois, des monopoles d'Etat (électricité, chemins de fer...), des prix imposés, des taxes ou quotas d'importation, etc. Une telle limitation crée des rentes de situation dont certains acteurs économiques profitent au détriment des consommateurs.
- *Fixation autoritaire de salaires minimum et indexation sur les prix même lorsque la productivité n'a pas augmenté autant que ces prix*, ce qui rend les travailleurs peu qualifiés trop chers, donc crée du chômage.
- *Transferts sociaux considérables* : assurance maladie, retraites, chômage, allocations innombrables aux plus défavorisés (d'après l'INSEE [30], en 2007 en France les transferts sociaux aux ménages ont représenté 366.4 milliards d'euros, soit 29.4 % de leur revenu disponible brut de 1244.3 milliards d'euros).
- *Pression fiscale très lourde et déficit budgétaire récurrent* : en France, l'Etat dépense plus de 53 % du PIB [28] (plus que le reste de l'économie), alors que ses rentrées fiscales sont inférieures, d'où [un déficit et une dette laissée aux générations suivantes qui s'alourdissent chaque année](#).

L'interventionnisme est voulu par les Français depuis des siècles. Lorsqu'ils sont mécontents, les Français se tournent toujours vers l'Etat pour résoudre les problèmes.

Conclusion pour la France

Les demandes de création d'emplois, de hausse des salaires et du pouvoir d'achat reposent sur le *mythe socialo-communiste de l'Etat tout-puissant*, elles sont vouées à être déçues. L'Etat français, déjà surendetté, ne peut les satisfaire qu'en augmentant le déficit budgétaire à la charge des générations suivantes, ce que les syndicats irresponsables à la base de ces revendications refusent de prendre en compte.

Comme les autres Etats, celui de la France ne peut agir qu'à moyen-long terme, en investissant en infrastructure, en recherche et développement et en formation, ainsi qu'en rendant la fiscalité et la législation du travail plus propices aux entreprises, pour qu'elles se développent et embauchent.

Mais comme un président de la République et des députés sont élus pour 5 ans, ils n'ont jamais le temps de prendre des mesures dont l'effet sera visible avant la prochaine élection. Alors la France est mal gouvernée depuis des décennies, tandis que des pays plus raisonnables comme l'Allemagne, la Suède ou les Etats-Unis prennent les mesures nécessaires.

La foi des Français en un Etat tout-puissant est confortée par le fait qu'ils obtiennent de leurs gouvernements de plus en plus de promesses d'assistance. Récemment, par exemple, ils ont obtenu :

- *La couverture maladie universelle*, soignant même les immigrés en situation irrégulière (comme le font aussi - surprise ! - certains états américains).
- *Un droit au logement*, y compris pour ceux qui n'ont pas de revenus ou des revenus trop faibles, droit qui ne peut être suivi d'effets qu'à coups de milliards des contribuables pour construire, puis entretenir les logements et en payer les charges. Et la ministre Mme Boutin a promis en 2009 un relogement à tous les locataires expulsés – peu importe le coût pour l'Etat – mesure généreuse qui fera nécessairement croître le nombre de loyers impayés, loyers que l'Etat compensera aux propriétaires aux frais de son budget...

Conclusions générales sur l'interventionnisme

- Il fait exploser les dépenses budgétaires, d'où une forte pression fiscale et des déficits récurrents. L'Etat consacrant trop d'argent à des subventions improductives n'en a plus assez pour dépenser en investissements préparant l'avenir. Le pays perd peu à peu sa productivité et sa compétitivité, ce qui défavorise son niveau de vie et accroît le chômage, donc les besoins de subventions : c'est un cercle vicieux.
- Il donne aux citoyens l'habitude d'être assistés, et de réclamer cette assistance publique chaque fois qu'il y a un problème, au lieu de se prendre en charge et de le résoudre eux-mêmes.

2.5 Le monétarisme

Nous venons de voir que la théorie économique keynésienne :

- Etait incapable d'expliquer, pendant [les 7 années de stagflation](#), la poursuite d'un chômage important malgré une stimulation budgétaire permanente ;
- Ne fournissait une recette de sortie que pour les crises graves, et encore [à condition que la relance soit suffisamment massive et dure suffisamment longtemps](#) ;
- Ne constituait pas une méthode de pilotage de l'économie à moyen/long terme.

Nous allons à présent examiner une autre théorie économique, plus récente, qui complète (et parfois contredit) la théorie keynésienne, *le monétarisme*.

2.5.1 Critique des remèdes traditionnels à une crise économique

Depuis la grande dépression des années 1930, les économistes se sont mis à peu près d'accord sur le fait qu'une relance keynésienne de la demande (dépenses budgétaires, baisses d'impôts, chèques aux particuliers ou aux entreprises) ne constitue pas une solution durable, qu'elle ne produit qu'une stimulation de courte durée de l'économie. Une telle stimulation ne dure que le temps que l'argent reçu soit dépensé (en général quelques semaines) parce que le montant injecté dans l'économie ne représente qu'une fraction de pour-cent du PIB [\[28\]](#).

C'est ainsi que la relance keynésienne de la consommation, déclenchée par l'administration Bush au printemps 2008 en envoyant pour 168 milliards de dollars de chèques (1.2 % du PIB 2007 américain) aux ménages américains n'a produit qu'une relance de quelques semaines au 2^{ème} trimestre (voir [graphique de l'évolution du PIB](#)), beaucoup de ménages ayant utilisé l'argent reçu pour se désendetter ou épargner (voir [graphique de l'évolution de l'épargne](#)).

Les économistes pensent qu'une politique qui *accroît la masse monétaire* (argent disponible) et *baisse les taux d'intérêt* est plus efficace en temps normal pour la croissance, car elle stimule la demande à plus long terme. Une telle politique de stimulation est dite « monétariste ».

2.5.2 La théorie monétariste

Le monétarisme est une théorie développée dans les années 1950-60 par les économistes de l'école de Chicago, dont le chef de file fut Milton Friedman [\[26\]](#). Cette théorie réaffirme l'ancien postulat selon lequel :

Toute augmentation de la masse monétaire (argent disponible) entraîne une hausse des prix.

2.5.2.1 Nouvelles vérités économiques apportées par cette théorie :

- Les agents économiques, notamment les consommateurs, sont « sages » : ils anticipent leurs revenus à moyen terme et ne prennent des habitudes de dépense qu'en fonction de ces revenus stables anticipés ; ils font donc des anticipations rationnelles.

Ce comportement des consommateurs s'est encore vérifié au 1^{er} trimestre 2008 lors de l'envoi aux Américains d'un chèque de 500 dollars par personne seule ou

1000 dollars par ménage, cadeau du Trésor qui a coûté 168 milliards de dollars et que [nous venons de citer](#). Sachant que c'était une rentrée d'argent exceptionnelle, les Américains n'ont pas changé leurs habitudes de dépense ; l'effet de la mesure sur l'économie n'a été qu'un feu de paille de quelques semaines, au 2^{ème} trimestre, et une partie significative du cadeau fiscal a été épargnée ou a servi à rembourser des découverts de cartes de crédit.

Les syndicats français et partis de gauche français réclament une augmentation du pouvoir d'achat, en ce début de 2009, à coups de grèves imposantes. Supposons que le gouvernement de M. Sarkozy procède à une relance keynésienne *permanente* de la demande, par exemple de 8 milliards d'euros par an (environ 0.5 % du PIB [\[28\]](#)) en augmentant le SMIC et les traitements des fonctionnaires, ou en baissant la TVA. Supposons aussi que les Français soient avertis que le déficit restera ce qu'il est pour respecter les critères de Maastricht [\[27\]](#). Ils en déduiront alors que le gouvernement reprendra sous forme de divers impôts et taxes supplémentaires les hausses de revenu qu'il a accordées ; et comme leur peur de l'avenir restera la même, ils continueront à épargner près de 16 % de leur revenu disponible [\[24\]](#) : ils n'augmenteront donc pas leur consommation de manière permanente et l'économie ne sera donc pas relancée.

Non seulement l'économie ne sera pas relancée, mais les importations seront avantagées en supportant une TVA réduite, et remplaceront sur notre marché des produits français. Comme [notre balance extérieure \(exportations – importations\) est déjà déficitaire](#), ce serait un désastre.

Si, au contraire, le gouvernement emprunte 8 milliards d'euros à 4 % d'intérêts par an qu'il investit en infrastructures utiles (par exemple des lignes TGV et des accès très haut débit à Internet) et les récupère ensuite en 20 annuités d'amortissement, les impôts annuels à prélever pour payer le principal et les intérêts seraient de 589 millions d'euros, soit environ 15 € par foyer fiscal, somme insignifiante qui n'entraînera aucun changement d'habitude des consommateurs.

Conclusion : quitte à emprunter de l'argent, il vaut mieux le dépenser en investissements utiles pour le pays – qui stimuleront à terme l'économie, donc le niveau de vie et l'emploi – qu'en cadeaux fiscaux ou subventions, qui n'auraient pas d'effet sur la croissance à terme et que les contribuables devraient tôt ou tard rembourser avec intérêts. Plus généralement, ce n'est pas en augmentant les salaires et allocations qu'on augmente le niveau de vie et l'emploi ([c'est une loi économique connue](#)), c'est en augmentant la productivité des diverses activités, ce qui exige des investissements et quelques années de patience pour qu'ils produisent leurs effets.

- Contrairement à ce que pensait Keynes, l'économie réelle et l'économie monétaire sont distinctes. Une politique monétaire peut donc agir sur l'économie.
- La demande de monnaie ne dépend que des revenus anticipés, ce qui la rend relativement stable.
- L'inflation ne peut être produite que par une offre excédentaire de monnaie, une masse monétaire en circulation qui croît plus vite que le PIB [\[28\]](#).

"Un accroissement de l'offre de monnaie induit à terme une hausse de même proportion du niveau général des prix, pas un accroissement de la production de richesses".

- Une relance keynésienne n'est qu'une solution *de court terme*, inefficace (neutre) à long terme, où il faut combattre l'inflation (privilégier la stabilité des prix).
- Le chômage s'explique par des salaires trop élevés. En outre, les rigidités des salaires et de la réglementation du travail créent du chômage :
 - en empêchant ou en freinant l'équilibrage automatique des offres et demandes d'emploi ;
 - en décourageant l'embauche de salariés, devenus trop chers et trop coûteux à licencier en cas de baisse d'activité.

On voit à quel point la France fait, depuis des décennies, le contraire de ce qu'il faut pour favoriser l'emploi :

- L'Etat donne souvent des « coups de pouce » au SMIC sans se préoccuper du fait qu'il rend ainsi des gens peu qualifiés trop chers pour les entreprises qui pourraient les employer, donc pas assez rentables pour être engagés ; et la main d'œuvre trop chère en France pousse des entreprises à y fermer des usines en cas de baisse des commandes, et à créer des emplois à l'étranger par délocalisation ou sous-traitance.
- Les lois protègent trop les emplois CDI existants contre les licenciements, rendant ainsi difficile l'accès des chômeurs et des travailleurs précaires à un emploi stable.
- L'imposition du travail et des entreprises est trop élevée par rapport à celles des pays d'Europe de l'Est ou d'Irlande, encourageant les délocalisations.

Les citoyens pas trop pauvres qui reçoivent un cadeau financier lors d'une relance keynésienne ont tendance aujourd'hui à en épargner une partie importante, par peur de l'avenir (anticipation pessimiste) ; c'est ainsi qu'en 2008 les Français ont épargné 15.8 % de leur revenu disponible brut [24]. Du temps de Keynes (années 1930) au contraire, le niveau de vie général plus bas et la misère due à la gravité de la crise incitaient la plupart des ménages à dépenser au fur et à mesure la quasi-totalité de l'argent qu'ils recevaient.

2.5.2.2 Monétarisme et pilotage d'une économie par la banque centrale

Le monétarisme s'oppose donc au keynésianisme, en considérant comme fondamentalement impuissante à *moyen ou long terme* sur l'économie réelle toute action de relance d'un gouvernement par injection d'argent. Pour un monétariste, en temps normal (hors crise grave) une banque centrale ne peut et ne doit jouer que :

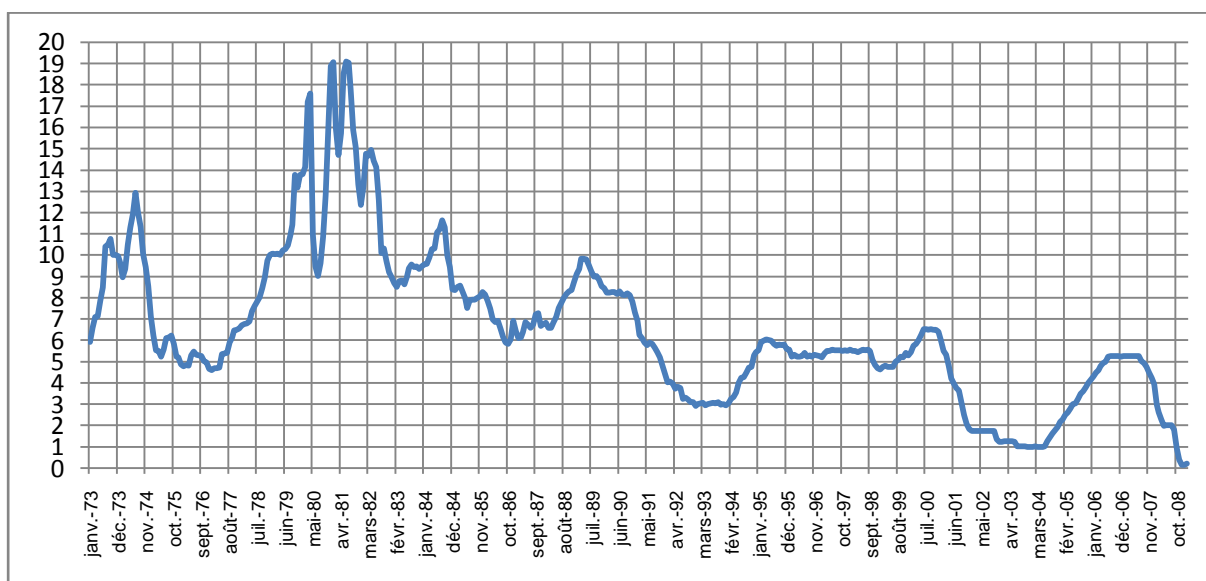
- *Sur les taux d'intérêt*, seuls à même de stimuler l'économie (investissements et dépenses) s'ils sont assez bas, et de freiner l'inflation s'ils sont assez hauts ;
- *Sur la masse monétaire*, c'est-à-dire le crédit disponible.

Pilotage de l'économie américaine par la Réserve fédérale de 1973 à 2009

Les recettes keynésiennes pouvaient d'autant moins résoudre le problème de la stagflation des années 1974-81 qu'elles n'arrivaient même pas à l'expliquer. Le

président de la Réserve fédérale ("FED"), M. Paul Volcker, décida alors en 1980-81 d'appliquer la recette monétariste, connue depuis les années 1960 et récompensée par un prix Nobel d'économie en 1976 : il fit monter le taux d'intérêt de la FED à 18-19 % (graphique [ci-dessous](#)). Ce taux colossal cassa rapidement l'inflation, car :

- Il empêchait les banques de se refinancer auprès de la FED à un taux acceptable pour les emprunteurs ;
- Il rendait l'investissement en obligations du Trésor américain (investissement sans risque) plus rentable qu'un investissement en actions ;
- Il attirait les capitaux étrangers à la recherche de taux rémunérateurs aux Etats-Unis.



Taux d'intérêt de la Réserve fédérale de janvier 1973 à février 2009 (%) selon [\[29\]](#)

La chute d'activité économique résultante fut brutale partout dans le monde : le chômage explosa, atteignant 10.4 % aux Etats-Unis en 1983 (voir [graphique](#)). Malgré cela, tous les pays avancés imitèrent la FED et donnèrent la priorité à la lutte contre l'inflation, y compris la France (où [le désastre de la relance keynésienne de M. Mitterrand avait provoqué 3 dévaluations successives, dont deux en moins d'un an !](#)) à partir de 1983. Mais à partir de 1984, les Etats-Unis avaient vaincu à la fois l'inflation et le chômage, tout en se remettant du deuxième choc pétrolier : *l'économie était redevenue saine.*

Depuis cette époque, **les banques centrales de tous les pays avancés pratiquent un pilotage monétariste de l'économie.**

Pilotage monétariste de l'économie européenne lorsqu'elle n'est pas en crise grave

Comme aux Etats-Unis, dans la zone euro de l'Union européenne (« l'Euroland ») **le monétarisme est le principe de base de la politique de stabilité des prix de la Banque centrale européenne (BCE)**, stabilité basée sur une intervention dans l'économie limitée au pilotage des taux d'intérêt et de la masse monétaire. [Les statuts et la mission de la BCE](#), qui ont été adoptés démocratiquement par tous les pays

membres de l'Union, ne reflètent pas la vision d'idéologues ultralibéraux que certains Français prêtent à tort à la BCE.

La Banque centrale européenne explique clairement dans ses textes qu'elle pratique une politique de stabilité monétaire à *moyen terme*. A moyen terme et non à court terme, car la croissance économique et l'éventuelle inflation ne réagissent à une inflexion de la politique monétaire qu'au bout d'un temps allant de 6 mois à un an, conformément à la théorie monétariste.

En dehors des périodes de crise grave, la BCE pilote en permanence l'économie de la zone euro en agissant sur les taux d'intérêt et la masse monétaire M3. Quand l'inflation de la zone euro dans son ensemble ne risque pas de dépasser l'objectif de 2 %, la BCE laisse croître la masse monétaire M3, même si cette croissance est plus rapide que son objectif théorique de 4.5 % ; elle baisse son taux d'intérêt lorsqu'elle estime que l'économie ne croît pas assez vite, elle l'augmente lorsqu'elle redoute une inflation à moyen terme supérieure à 2 %.

3. Le néolibéralisme

Le souvenir de la grande crise des années 1930 s'éloignant, la recette keynésienne de stimulation de la demande par intervention financière de l'Etat perdit de son attrait. Son échec à comprendre et combattre la stagflation fut d'autant plus cuisant que la théorie monétariste (qui contredisait le keynésianisme sur des points importants) avait expliqué cet échec. L'adoption en économie du monétarisme eut des conséquences en matière de doctrine politique à partir de la fin des années 1970 : on accusa l'interventionnisme d'Etat de tous les maux et on remit à l'honneur le libéralisme sous le nom de *néolibéralisme*, pour « libérer les forces vives de l'économie du carcan étatique ».

Cette libération a consisté d'abord à supprimer le maximum d'entraves législatives aux libertés d'entreprendre, de commercer, de travailler comme on voulait. La mode fut désormais à la déréglementation, à la réduction des autorisations et supervisions administratives, à la baisse des impôts, à la privatisation des services publics et à la mondialisation [15]. La doctrine du néolibéralisme devint une idéologie, un ensemble de règles postulées à priori et considérées comme allant de soi.

La France avait connu un contrôle des prix avec blocage de certains prix en 1952, 1954, 1956-57, puis à partir de 1963. Une tentative de libération de certains prix à partir de 1978 fut suivie d'un nouveau blocage en juin 1982, accompagné d'un blocage des salaires. En 2009, il reste beaucoup de prix plafonnés... La France demeure un pays socialiste à économie administrée ; l'économie de marché à concurrence libre [9] prônée par l'Union européenne est loin d'y être une réalité, et le néolibéralisme n'y a jamais été adopté.

A partir de la fin des années 1970, aux Etats-Unis, on supprima ou dégraisa de nombreuses agences fédérales (nom donné là-bas aux administrations de l'Etat fédéral). On assouplit ainsi les réglementations de pans entiers de l'économie : les transports, les télécommunications, l'énergie, les banques. Les citoyens américains acceptant qu'il y ait moins de services publics et moins de transferts sociaux, le coût budgétaire de ces prestations baissa, ce qui permit de baisser les impôts sur les

particuliers comme sur les entreprises. C'était à chaque Américain de s'occuper d'épargner pour sa retraite et de souscrire une assurance maladie, lorsque son entreprise ne lui offrait pas ces avantages financiers pour le garder. Au Royaume-Uni, Margaret Thatcher privatisa à tour de bras le maximum de services publics (à hauteur de 33 milliards de livres de 1979 à 1990).

Les lois régissant l'économie furent infléchies dans un sens favorable aux entreprises, à leur activité, à leur développement et à leurs profits : *le néolibéralisme est une politique de l'offre*, favorable aux fournisseurs, par opposition à une politique de la demande comme le keynésianisme, qui favorise la consommation et l'investissement.

Les conséquences économiques du néolibéralisme furent rapidement spectaculaires partout où on l'adopta : le PIB des Etats-Unis afficha une croissance de 7.2 % en 1984, puis 4.2 % par an jusqu'en 1989. Le chômage descendit en dessous de 6 % de 1988 à 1990, le niveau de vie augmenta, ainsi que les profits des entreprises. Première économie du monde, les Etats-Unis propagèrent leur prospérité en commerçant et en investissant, stimulant ainsi les économies au Japon, à Taiwan, en Europe, etc. Partout l'inflation demeura raisonnable, maîtrisée efficacement par les banques centrales. A part une récession de quelques mois en 1990-91, la croissance de l'économie américaine se poursuivit sans discontinuer jusqu'en l'an 2000.

3.1 Les excès du néolibéralisme

Devenu une doctrine politique dominée par une idéologie du « sans Etat ni contrôles », le néolibéralisme produisit aussi des résultats négatifs qui ont culminé avec la crise financière américaine de 2007, crise qui s'est transformée en quelques mois en crise financière et économique mondiale. Voici ce qu'on constata.

3.1.1 Stagnation et inégalités du niveau de vie

Le niveau de vie de la grande majorité de la population américaine stagna de 1972 à 2001, la croissance économique étant confisquée pour l'essentiel par les plus hauts revenus ; et il n'a guère augmenté depuis. Le tableau ci-dessous, issu de [\[34\]](#), montre les différences de croissance des revenus des Américains entre 1972 et 2001 selon le quantile (définition : [\[33\]](#)) :

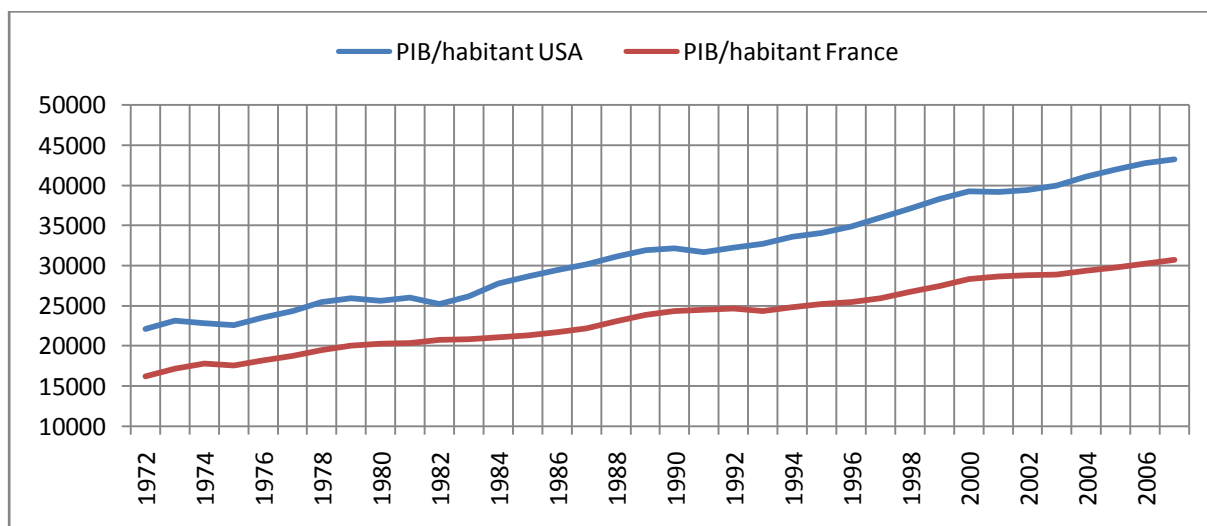
Quantile	Accroissement en 29 ans (%)	Accroissement moyen annuel
90	34 %	1.0 %
99	87 %	2.2 %
99.9	181 %	3.6 %
99.99	497 %	6.3 %

Croissance des revenus des Américains entre 1972 et 2001 selon le quantile

En 2005 le centile 99 correspond à un revenu de \$402 306, le quantile 99.9 à \$1 672 726 et - selon les calculs de Krugman - le quantile 99.99 à plus de \$6 millions. On voit que l'essentiel de la croissance du PIB pendant ces 29 années a profité aux hauts et très hauts revenus : **une économie néolibérale accroît les inégalités de revenu au profit des plus riches** ; c'est ainsi que l'économie américaine, infiniment plus libérale (moins soumise à l'intervention de l'Etat) que l'économie française, produit des inégalités de revenus bien plus fortes aux Etats-Unis qu'en France (détails dans [\[39\]](#) et [\[42\]](#)).

3.1.2 Croissance sur le long terme assez faible

Selon la statistique officielle américaine [\[35\]](#), voici l'évolution de 1972 à 2007 du PIB réel par habitant des Etats-Unis et de la France, exprimé en dollars constants de 2005, à parité de pouvoir d'achat :



PIB réel par habitant à parité de pouvoir d'achat (\$ constants de 2005, 1972-2007)

Pendant ces 35 années, la croissance réelle moyenne (inflation déduite) a été de 1.9 % aux Etats-Unis et 1.8 % en France. On voit que :

- C'est une croissance assez faible dans les deux pays. Elle l'est aussi au Japon et dans les autres grandes économies.
- Non seulement en 2007 le niveau de vie était supérieur de 40 % aux Etats-Unis par rapport à la France, mais il croît toujours plus vite. On peut en déduire qu'*une économie néolibérale est plus performante qu'une économie administrée*, affirmation qui se vérifie dans les autres grandes économies.

La croissance à long terme de l'économie américaine aurait été plus forte si les investissements en actions d'entreprises avaient été moins spéculatifs, c'est-à-dire à court terme, comme nous allons le voir.

3.1.3 La dictature du court terme

Le néolibéralisme est une idéologie décomplexée : *les investisseurs veulent gagner de l'argent, beaucoup d'argent et le plus vite possible.*

Investissement dans une entreprise

Lorsqu'ils investissent dans une entreprise cotée en bourse, *les actionnaires exigent que celle-ci prenne de la valeur boursière rapidement par la croissance de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices.* Les actionnaires s'arrangent donc pour que les dirigeants des entreprises aient des primes (bonus) calculées sur leurs résultats à court terme. *Les entreprises sont donc gérées dans un but de bénéfices rapides pour les actionnaires, buts en général incompatibles avec une croissance saine à long terme, qui exige des investissements patients, donc incompatible avec une croissance générale de l'emploi dans le pays.*

En outre, les achats et fusions d'entreprises succèdent aux reventes de leurs filiales non stratégiques ou insuffisamment rentables et aux délocalisations.

Ce culte du court terme a des conséquences humaines désastreuses : les salariés se sentent méprisés et savent que leur emploi sera sacrifié au profit à la première occasion. Ils se désolidarisent donc souvent de leur entreprise, et en changent dès qu'ils ont une opportunité de progrès de carrière : la confiance mutuelle entre entreprise et salariés, indispensable pour que les salariés se donnent du mal et se sentent en confiance, est remplacée par un opportunisme toujours prêt à trahir, côté entreprise comme côté salariés. Même au Japon, le traditionnel emploi à vie dans les grandes entreprises est en voie de disparition, et il n'a jamais existé dans les petites.

Investissement en titres

Un investisseur qui achète des titres (actions, obligations, [contrats CDS](#), parts de [hedge funds](#), etc.) privilégie les plus-values rapides des investissements spéculatifs, pas l'investissement pour quelques années traditionnel dans les grandes entreprises à qui on apporte du capital. Il garde donc ses titres peu de temps, souvent quelques mois seulement, et les revend dès qu'il a gagné assez d'argent ou qu'il pense que leur cours baissera.

Des milliers de milliards de dollars de capitaux flottants vont d'une bourse du monde à une autre à la recherche du meilleur placement possible. La capitalisation boursière (la valeur totale, aux cours constatés à un instant donné, des titres cotés dans une bourse) [est de l'ordre de 60 % du PIB total de la zone euro dans cette zone, et de 120 % du PIB des Etats-Unis à New York.](#)

Les opérateurs des marchés financiers sont extrêmement nerveux, et les cours de bourse extrêmement volatils. Dans chaque transaction boursière, un opérateur vend et un autre achète, les deux pariant en sens inverse (le vendeur qu'il vaut mieux avoir de l'argent que ses titres, l'acheteur préférant les titres à l'argent).

Ces comportements ont déjà conduit de nombreuses fois à la création de [bulles spéculatives, qui se dégonflent au bout d'un certain temps en détruisant parfois des milliards de dollars.](#)

Investissements en infrastructure

La volonté idéologique de diminuer au maximum le rôle de l'Etat entraîne celle de payer le moins possible d'impôts. Mais les impôts servant surtout à payer les services publics, l'Etat se trouve contraint de diminuer leur couverture et leur niveau. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni l'investissement en construction et maintenance de routes, ponts, chemins de fer, centrales électriques et réseau de transport d'électricité a été réduit pendant des années au-delà du raisonnable. Il en est résulté, par exemple en Californie, des embouteillages très fréquents dus à l'insuffisance de transports en commun, de nombreuses coupures de courant et des pénuries d'eau potable. Un pont autoroutier sur le Mississippi s'est écroulé en août 2007 faute de maintenance.

Pendant plusieurs décennies, les Américains et les Anglais ont utilisé l'argent ainsi économisé sur les impôts à consommer et investir en bourse, ce qui a fait progresser leurs économies plus vite que l'économie française. Mais aujourd'hui, crise de 2007 ou pas, ils doivent payer l'addition, en empruntant des centaines de milliards de dollars ou de livres pour faire enfin les investissements et les réparations qui s'imposent sous peine de pénaliser l'économie.

3.1.4 Les privatisations

La privatisation des centrales électriques américaines en même temps que le plafonnement des tarifs de leur électricité a entraîné un manque d'investissements ; celui-ci, à son tour, a entraîné des pannes de courant qui ont affecté des entreprises, avec un coût économique considérable. La privatisation totale du secteur hospitalier américain entraîne des coûts de santé proches de 16 % du PIB contre 10.5 % en France, tout en laissant 46 millions d'Américains sans assurance maladie, et beaucoup plus avec une assurance insuffisante pour couvrir les dépenses importantes comme certaines opérations et certains soins dentaires [36]. La privatisation des télécommunications entraîne de fortes inégalités d'accès à Internet et à la téléphonie mobile : dans les zones peu urbanisées, l'accès à Internet n'est possible qu'avec un débit minuscule et la téléphonie mobile est impossible, parce qu'il n'est pas rentable pour les compagnies de télécoms de construire des lignes ou des réseaux hertziens pour trop peu de clients.

3.1.5 La prise de risque et les crises

Depuis quelques années, même les gestionnaires de fonds qui devraient être les plus prudents parce qu'ils sont responsables des pensions versées régulièrement à des retraités qui comptent sur elles pour vivre, ont pris l'habitude d'investissements risqués. Ils achètent des titres de hedge funds, par exemple, et perdent parfois des milliards en spéculant dans le mauvais sens. Le livre sur la crise [8] est plein de leurs erreurs et des défauts de supervision qui ont conduit à la crise de 2007.

Le néolibéralisme américain, qui a été voulu par la majorité de ce peuple jusqu'à la crise de 2007-2008, est aujourd'hui bien plus nuancé : les Américains demandent désormais plus d'intervention de l'Etat dans l'économie pour sauver les banques, assurances et grandes entreprises en difficulté, ainsi que pour atténuer des injustices sociales dans des domaines comme l'assurance maladie, l'aide aux chômeurs, etc. Ils demandent surtout une régulation et une supervision du secteur banques/assurances/marchés financiers, pour que les risques insensés et la spéculation qui ont abouti à la crise de 2007 ne se reproduisent plus.

3.2 Compatibilité entre culture et néolibéralisme

La lecture de l'étude [37] permet de comprendre pourquoi les Français préfèrent (en fait *exigent*) un Etat interventionniste alors que les Américains, les Anglais et les Scandinaves préfèrent une économie libérale.

Le principe du minimum d'Etat du néolibéralisme implique la résolution des problèmes économiques le plus près possible des acteurs concernés. Si deux entreprises sont en désaccord, le néolibéralisme leur suggère de discuter de ce désaccord, de trouver un terrain d'entente (parfois avec l'aide d'un arbitre, d'avocats et/ou d'experts) et de résoudre elles-mêmes leur problème sans l'aide de la justice. La loi anglo-saxonne est pragmatique et repose sur des décisions de justice au coup par coup, souvent en faisant référence à un jugement du passé, mais sans que celui-ci s'impose nécessairement pour le présent. C'est pourquoi les états américains ont souvent des lois locales, la seule limitation du pouvoir de décision local étant l'impossibilité de contredire une loi fédérale.

La culture des Américains, des Anglais et des Scandinaves implique pour chaque citoyen un respect des autres et une dose élevée de confiance dans leur bonne foi et leur parole. J'ai été frappé de constater à quel point les débats entre politiciens démocrates et républicains sont courtois, et à quel point chacun affiche clairement son accord avec l'autre chaque fois que c'est possible, et son respect de l'autre chaque fois qu'il doit exprimer son désaccord.

Conclusion : la culture de ces peuples favorise la subsidiarité, c'est-à-dire la résolution des problèmes au niveau des personnes ou entreprises concernées, sans intervention de l'Etat ou des lois, *conformément à l'idéologie néolibérale*.

Comme l'explique [37], la culture française, au contraire, est empreinte de méfiance et d'hostilité pour « l'autre ». Deux entreprises en désaccord iront en justice, demandant ainsi à cette institution de faire gagner l'une et perdre l'autre. La loi française est basée sur des situations prévues d'avance, hypothèse non pragmatique d'autant plus incompréhensible pour un Américain que toutes les régions françaises sont régies par les mêmes lois, imposées de Paris. Les relations d'un citoyen avec l'administration française sont basées sur le soupçon de fraude, et sur l'exigence par l'administration que chaque affirmation d'un citoyen soit accompagnée de preuves écrites, sous peine d'être ignorée.

Chaque Français veut le maximum de lois pour contraindre les autres, qu'il considère à priori comme malintentionnés ou susceptibles de le devenir ; c'est pourquoi la France a plus de textes de lois que n'importe quel autre pays. Un politicien français de gauche et un politicien de droite se détestent, se méprisent, et insinuent par petites phrases que l'autre est un moins que rien. Les Français sont le peuple qui manifeste le plus, toujours contre le gouvernement en place, et souvent contre *une intention qu'ils lui prêtent* de prendre des mesures qu'ils désapprouvent.

Cette hostilité viscérale des Français est accompagnée de manque de respect, comme l'explique l'étude [37]. Chaque Français considère qu'il a des droits qu'il doit défendre bec et ongles, et que les autres (l'Etat tout particulièrement) ont des devoirs à son égard. Cette attitude, profondément ancrée dans la culture, n'empêche pas une grande générosité et une volonté d'équité fréquemment manifestées : un Français se rebelle contre ce qu'on exige de lui, mais donne généreusement quand l'idée lui vient de se grandir en donnant.

Conclusion : la culture française incite aux conflits dans le domaine économique, avec besoin d'arbitrage par l'Etat ; *elle est incompatible avec le néolibéralisme*. C'est pourquoi les propositions de politique néolibérale comme celles de M. Alain Madelin [38] n'ont jamais recueilli plus de quelques pour-cent des voix aux élections générales.

4. L'ultralibéralisme

4.1 Définition

Si on devait donner une définition de l'ultralibéralisme, celle-ci pourrait être énoncée de manière négative : *l'ultralibéralisme est une doctrine économique qui réduit le rôle de l'Etat au strict minimum* (ses fonctions régaliennes, indispensables à toute société : police, justice, impôts, douanes, défense nationale et diplomatie, ainsi peut-être que la recherche fondamentale parce que sa rentabilité est très incertaine).

L'enseignement, les transports, la fourniture d'électricité, les services de santé relèveraient du seul secteur privé.

La solidarité (retraites, assurance chômage, allocations et subventions diverses) relèveraient de l'initiative privée des particuliers ou d'associations. Un locataire expulsé, par exemple, ne serait éventuellement secouru que par des bénévoles ou des associations.

L'infrastructure (routes, assainissement, réseaux de transport d'électricité, chemins de fer, ports, canaux, télécommunications, bâtiments publics...) serait financée par l'impôt ou des emprunts (publics ou privés) sur le marché financier ; les infrastructures seraient construites, exploitées et entretenues par des entreprises privées.

L'Etat n'interviendrait jamais dans l'économie. La concurrence sans entrave entre entreprises entraînerait la création de monopoles dont les consommateurs souffriraient. La concurrence sans entrave entre salariés entraînerait de fortes inégalités entre ceux qui sont très demandés et rares, et ceux qui sont peu qualifiés ; l'absence de salaire minimum et l'immigration de travailleurs des pays pauvres maintiendraient de nombreux salariés dans une pauvreté extrême.

Autre problème, les investissements à très long terme (30 ans ou plus). Les investissements pour construire une centrale nucléaire, ou équiper le pays entier d'un nouveau type d'infrastructure comme les réseaux de télécommunications à très haut débit sur fibre optique, ne sont pas à la portée du secteur privé. Un pays qui recourt trop au secteur privé à tendance à ne pas faire de tels investissements, parce que les investisseurs préfèrent un plus court terme, plus rentable. Ce problème se pose constamment aux Etats-Unis, par exemple, et le pays en souffre.

Enfin, en cas de crise financière et économique grave comme en 2007-2008, les entreprises, les banques et les assurances en difficulté ne recevraient aucune aide de l'Etat, aide pourtant indispensable comme l'a montré Keynes. Et comme les

volumes des crédits en cours rendraient les banques nécessairement illiquides [43], les banques priveraient de crédits même les entreprises saines [8], qui devraient restreindre leur activité, d'où explosion du chômage. La banque centrale, indépendante, n'interviendrait que pour lutter contre l'inflation et essayer de stabiliser les taux d'intérêt, comme le fait aujourd'hui la Banque centrale européenne.

En somme, l'ultralibéralisme suppose un Etat *amoral*, se souciant peu du bien et du mal ressenti par certains citoyens du fait de leur pauvreté ou des inégalités inévitables.

4.2 Conséquences économiques et politiques

L'absence d'intervention dans l'économie implique des dépenses très modestes pour les services publics régaliens, dépenses qui peuvent se contenter d'impôts très faibles (voire, dans les pays pétroliers, d'impôts nuls ou insignifiants, le gouvernement étant financé par la rente pétrolière).

Un Etat qui ne dépense rien pour l'économie ne peut y intervenir beaucoup sous forme de lois et règlements, qui exigeraient des gens pour en surveiller l'application. A moins qu'il s'agisse d'un régime politique tyrannique, qui a besoin de beaucoup d'argent pour sa police et son armée, indispensables pour empêcher toute contestation ou révolte, un régime ultralibéral s'occupe peu de régler quelque chose.

Nous envisagerons donc dans ce qui suit un ultralibéralisme adopté dans un pays démocratique sans rente issue du pétrole ou d'autres matières premières. Disons-le tout net : ce cas n'existe pas. La démocratie suppose l'égalité entre citoyens, inconcevable sans un niveau minimum de solidarité et de services publics, c'est-à-dire sans intervention de l'Etat dans la vie quotidienne payée par les impôts. Or une intervention minimale permettant l'égalité dans le cadre d'une démocratie est déjà possible dans le cadre du néolibéralisme, et c'est ce qu'on a observé, par exemple, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Irlande jusqu'en 2008.

Il n'y a donc pas, en 2009, de pays démocratique à régime ultralibéral, il y a seulement des pays démocratiques où le régime, néolibéral ou même socialiste comme le gouvernement français, est en voie de régulation plus stricte pour éviter les absences de régulation et supervision qui ont conduit à la crise, ainsi que pour secourir les banques sans lesquelles l'économie de marché [9] ne peut fonctionner, comme le montre [8].

En fait, un gouvernement responsable ne peut même pas se permettre de laisser couler (du fait de la crise) des entreprises dont la faillite entraînerait celle d'un secteur d'activité économique aussi important que l'automobile. Si le gouvernement diminue ses dépenses alors qu'une crise a déjà fait croître le chômage, la baisse d'activité résultante entraînera encore plus de chômage, d'où un cercle vicieux. Un gouvernement ne peut pas, non plus, se permettre une politique amoralisée incompatible avec la démocratie : des citoyens qui ont voulu l'égalité au point d'adopter la démocratie ont nécessairement un certain sens moral qui serait choqué par trop de misère et d'inégalités.

Conclusions

L'ultralibéralisme n'est appliqué dans aucune démocratie, parce que le régime correspondant ne peut exister dans le cadre d'une démocratie.

Le mot « ultralibéral » n'est en fait qu'un qualificatif accusateur et péjoratif. Et comme il n'y a pas de régime ultralibéral puisqu'il ne serait pas toléré par les gens, l'usage de ce qualificatif correspond à un procès d'intention, pas à une réalité. Ce qualificatif est utilisé en France bien plus qu'ailleurs, par des gens de gauche qui ne savent pas ce qu'il signifie, ne savent pas non plus ce qu'est le néolibéralisme, et n'ont pas réfléchi au problème des limites indispensables - minimum et maximum - de l'intervention de l'Etat dans un pays démocratique.

Daniel MARTIN

5. Notes et références

[1] Kant - "Qu'est-ce que les Lumières ?" (1784)

<http://www.cvm.qc.ca/encephi/contenu/textes/KantLumieres.htm>

Les philosophes des Lumières rêvaient d'apporter, grâce aux approches fondées sur la raison, le bonheur aux hommes et la liberté à leur société. Le mot « Lumières » a été choisi en tant qu'opposé de l'obscurantisme, né de la crainte de l'homme de penser par lui-même et de son habitude de penser comme le lui commandent l'Eglise ou le tyran au pouvoir. En somme, ces philosophes promettaient à l'humanité de sortir de l'enfance où l'on obéit sans discuter et d'accéder à un âge adulte, où un individu peut réfléchir et décider par lui-même et une société peut se gérer elle-même au lieu d'obéir aveuglement à un prince. Or le pouvoir de la raison se fonde sur une foi dans la science, dont on pouvait attendre le pouvoir par la connaissance.

[2] Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen

http://www.elysee.fr/download/index.php?mode=lapresidence&filename=Declaration_droits_de_lhomme.pdf

[3] Universaux

Définition

On appelle « *universaux* » des concepts universels, applicables à tous les hommes, quelles que soient leur race, leur origine géographique et l'époque. *Ils caractérisent la culture, la société, le langage, le comportement et le psychisme d'une manière semblable pour toutes les sociétés humaines connues dans l'histoire.*

Les universaux *moraux* sont des concepts toujours associés à des affects provoquant automatiquement, instinctivement, un jugement de valeur dans tout esprit humain. Ils concernent notamment :

- Une distinction entre le bien et le mal ;
- L'interdiction de faire violence à autrui (assassinat, torture, viol...) ;

- La honte et les tabous ;
- L'aptitude à s'identifier à autrui ;
- Les droits et les devoirs ;
- La justice, l'honnêteté ;
- Rendre le bien pour le bien et le mal pour le mal ;
- L'admiration de la générosité ;
- L'obligation de punir le tort fait à la société, etc.

Les universaux *culturels* ne représentent pas toute la culture ; ils ne représentent que la partie de chaque culture commune aux autres (en termes mathématiques on dirait « l'intersection des divers ensembles de valeurs, croyances et attitudes constituant les cultures particulières »).

Exemples d'universaux

- [154] pages 285 à 292 liste 202 universaux qui ont un rapport avec la morale et la religion. En voici quelques-uns :
 - *Affection exprimée et ressentie* (nécessaire pour renforcer l'altruisme et la coopération) ;
 - *Statut social des aînés* (élément vital de la hiérarchie sociale, de la dominance, du respect pour la sagesse des aînés) ;
 - *Anthropomorphisme* (base de l'animisme, des dieux anthropomorphiques des Grecs et Romains, attribution de traits moraux humains au Dieu des religions monothéistes) ;
 - *Anticipation* (vitale pour tenir compte des conséquences de la situation présente), etc.
- Liste de quelque 200 universaux parmi 373 identifiés par Donald E. Brown [44], dont voici un court extrait, où les universaux sont classés par catégories :
 - time; cyclicity of time; memory; anticipation; habituation; choice making (choosing alternatives); intention; ambivalence; emotions; self-control; fears; fear of death; ability to overcome some fears; risk-taking;
 - daily routines; rituals;
 - adjustments to environment; binary cognitive distinctions; pain; likes and dislikes; food preferences; making comparisons;
 - sexual attraction; sexual attractiveness; sex differences in spatial cognition and behavior;
 - self distinguished from other;
 - mental maps; territoriality; conflict;
 - sweets preferred; tabooed foods;
 - childbirth customs; childcare; females do more direct childcare; preference for own children and close kin (nepotism)...

Origine des universaux

Les universaux résultent d'une *structure mentale commune à tous les hommes* que les divers parcours historiques et ajouts culturels n'ont pu que compléter sans en modifier les caractéristiques.

L'existence des universaux s'explique par *une base biologique et génétique commune à tous les hommes et une évolution identique*. A un instant donné de l'histoire de l'humanité, les universaux sont des caractéristiques d'une *nature humaine universelle*, et de la partie de cette nature qui n'a pas été modifiée depuis des millénaires par une culture ou des faits historiques particuliers. Ils font donc partie de « l'inné » (par opposition au reste de la culture, qui fait partie de « l'acquis »). Historiquement, les universaux ont évolué au même rythme que l'espèce humaine sous l'influence de la sélection naturelle puis socioculturelle, progressivement et sur une durée de l'ordre de dix à cent mille ans.

Sources

- [154] page 60 ;
- L'ouvrage de Donald E. Brown "Human Universals" publié chez McGraw Hill en 1991 dont on trouve une analyse dans : "Review of Human Universals" par Wallace Woolfenden <http://www.ishkbooks.com/universals.pdf>
- [247].

Conséquence de l'existence des universaux : l'égalité des droits

Tous les êtres humains ont la même dignité et les mêmes droits, quels que soient leur pays d'origine ou de citoyenneté, leur couleur de peau, leur sexe, leur religion, etc. Ces droits sont inhérents au fait même d'être homme et sont inaliénables. Cette égalité est inscrite dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies* <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>, adoptée le 10 décembre 1948 et reconnue aujourd'hui par *tous* les 192 états membres des Nations unies (liste : <http://www.un.org/french/aboutun/etatsmbr.shtml>), même si, en pratique, beaucoup violent ces droits tous les jours.

[4] L'Etat actionnaire, d'après le Ministère de l'Economie et des finances, Agence des participations de l'Etat <http://www.ape.bercy.gouv.fr/> et l'INSEE.

- INSEE : Entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31/12/2006 http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF9302&page=graph
- INSEE, février 2009 : Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2007 http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=2440®_id=0
- Liste des entreprises du portefeuille de l'Agence des participations de l'Etat http://www.ape.minefi.gouv.fr/sections/rapports_sur_l_etat/rapport_de_l_etat_ac_9656/downloadFile/attachedFile_3/4- Annexes.pdf?nocache=1224181894.76
- Portefeuille des participations de l'Etat cotées en bourse (en millions d'€) (10 entreprises valorisées 105.7 milliards d'euros au 14/01/2009) http://www.ape.minefi.gouv.fr/sections/colonne_de_droite/consultez_le_portefe/d

[ownloadFile/attachedFile/ParticipationsCoteesEtat_14012009.pdf?nocache=1231966582.57](http://www.ape.minefi.gouv.fr/sections/rapports_sur_l_etat/rapport_de_l_etat_ac9656/downloadFile/attachedFile/14012009.pdf?nocache=1231966582.57)

D'après la Cour des Comptes [151] page 7, la valorisation des participations cotées en bourse détenues par l'Etat est passée de 17.2 milliards d'euros en septembre 2002 à 191.9 milliards d'euros fin 2007 (13.5 % de la valorisation boursière totale des entreprises de l'indice CAC40).

- Rapport sur l'Etat actionnaire 2008
 - Panorama général
http://www.ape.minefi.gouv.fr/sections/rapports_sur_l_etat/rapport_de_l_etat_ac9656/downloadFile/attachedFile/1-Panorama_General.pdf?nocache=1224181668.55
 - Rapport complet
http://www.ape.minefi.gouv.fr/sections/rapports_sur_l_etat/rapport_de_l_etat_ac9656/downloadFile/attachedFile_1/2-Presentation_par_entreprises.pdf?nocache=1224181762.38
- Rapport "L'Agence des participations de l'État - l'État actionnaire" du 07/07/2005
http://www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/nbb/nbb296/etat_actionnaire.pdf

Extraits

"S'agissant des entreprises publiques, le constat de carence le plus récent a été formulé par le rapport qu'un groupe d'experts, présidé par M Barbier de la Serre, a remis en mars 2003, à sa demande, au ministre de l'économie Francis Mer. Il pointait notamment la confusion des rôles remplis par l'État à l'égard des entreprises publiques, la personnalisation insuffisante de la fonction d'actionnaire, l'insuffisante clarté des orientations données aux dirigeants d'entreprises et paradoxalement une présence souvent excessive de l'État dans leur gestion quotidienne."

"...force est de constater que le poids dans l'économie française des plus grandes entreprises contrôlées majoritairement par l'État, demeure important et que plusieurs entreprises publiques sont devenues des acteurs majeurs et reconnus dans leur secteur d'activité."

"...les dérives de gestion des entreprises publiques ont été nombreuses..."

Conclusion

Les hauts fonctionnaires français (grands commis de l'Etat), à l'abri des conséquences d'éventuelles mauvaises décisions, sont souvent mal placés pour gérer une entreprise à la place des managers formés pour cela et qui courent un risque personnel.

[5] "L'enseignement victime de l'idéologie"
<http://www.danielmartin.eu/Enseignement/Enseignement-Victime.htm>

[6] Adam Smith - "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations" (1776)

- Introduction et plan de l'ouvrage -
http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/richeesse_des_nations_intro.html

- Livre I -
http://classiques.ugac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf
- Livre II -
http://classiques.ugac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_2/richeesse_nations_L2.html
- Livre III -
http://classiques.ugac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_3/richeesse_des_nations_3.pdf
- Livre IV -
http://classiques.ugac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_4/richeesse_des_nations_4.pdf
- Livre V -
http://classiques.ugac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_5/richeesse_des_nations_5.pdf

[7] La concurrence pure et parfaite

Un *marché* (lieu ou ensemble de mécanismes économiques où des *agents économiques* se rencontrent pour confronter les demandes des uns avec les offres des autres) a pour fonction de rendre compatibles les souhaits des vendeurs et des acheteurs. Il ne peut y parvenir complètement que s'il y a « concurrence pure et parfaite ». Si c'est le cas, le marché parvient à un équilibre entre l'offre et la demande.

Définition de la concurrence pure et parfaite

Les théories économiques supposent souvent, pour simplifier, que le marché permet une « concurrence pure et parfaite ». Voici les conditions d'une telle concurrence :

- *Atomocité*. Chacun des offreurs et des demandeurs ne représente qu'une partie insignifiante des ensembles respectifs d'offreurs et de demandeurs. On parle alors « *d'atomocité des offres et des demandes* ».

Il en résulte une indépendance du prix d'équilibre par rapport à la modification de la quantité offerte ou demandée par un offerreur ou demandeur particulier, puisque cette quantité est négligeable par rapport à l'ensemble du marché. Chaque offerreur ou demandeur doit donc considérer le prix du marché comme une donnée qui s'impose à lui, sur laquelle il ne peut agir.

- *Libre accès au marché*. Cette condition implique l'absence :
 - de barrières excluant certains offreurs ou demandeurs du marché ;
 - de monopoles ;
 - de normes artificielles de qualité excluant indûment certains produits ;
 - de quotas d'importation ;
 - de prix imposés ;
 - de restrictions de publicité ;
 - de restriction de lieu, de durée ou de surface de vente, etc.

Elle implique aussi l'absence d'entente entre fournisseurs ou entre clients comme les centrales de vente ou d'achat ; elle exclut également les multiples interventions dont l'Etat français s'est fait une spécialité (subventions, taxes spéciales...).

- *Homogénéité des produits.* Cette condition implique que les divers vendeurs offrent des produits identiques, que leurs clients peuvent comparer. Bien entendu, les offreurs font souvent tout ce qu'ils peuvent pour empêcher cette comparaison : boîtes de lessive contenant des quantités différentes, structures tarifaires différentes (exemples : prix des assurances, des communications téléphoniques, des services bancaires), etc.
- *Transparence du marché.* Chaque acteur du marché (offreur ou demandeur) doit être parfaitement informé des articles disponibles, de leurs conditions de vente, des prix et quantités demandés, etc.
- *Mobilité parfaite des produits et des facteurs de production.* Chaque offreur doit être libre de modifier ses produits ou d'en introduire de nouveaux. Cela implique la possibilité pour les producteurs de recourir à de la main-d'œuvre étrangère, d'emprunter ou de prêter les fonds à leur guise, d'acheter les matières premières où ils veulent, etc. Elle implique aussi la possibilité pour les travailleurs de choisir leur lieu de travail et de s'expatrier s'ils le désirent.

Critique

Ces conditions idéales de concurrence ne sont jamais réalisées, mais les économistes font souvent l'hypothèse de concurrence pure et parfaite pour simplifier leurs raisonnements et leurs modèles. *Les consommateurs y ont tellement intérêt qu'en économie tout contexte de concurrence imparfaite est considéré comme préjudiciable à la collectivité...* sauf en France, où on constate de fortes résistances à la libre concurrence, par exemple :

- Dans les services publics (EDF, SNCF, La Poste, l'enseignement, etc.) où :
 - Les fonctionnaires redoutent d'être mis en concurrence avec des entreprises privées, toujours plus performantes et plus souples ;
 - Les tarifs sont souvent imposés par l'Etat, au détriment systématique des éventuels actionnaires et des contribuables lorsqu'ils sont maintenus trop bas artificiellement.
- Chez de nombreux élus qui empêchent l'installation ou l'extension de commerces de grande surface pour protéger les petits commerçants, parce qu'ils n'ont pas compris que ceux-ci ne survivront qu'en se différenciant par leurs produits et leurs services.
- Chez le public lui-même, [de nombreux Français considérant que le commerce et l'entreprise libres impliquent le vol des clients](#) et que l'Etat devrait imposer les prix et contrôler les bénéfices.

Chaque pays, chaque entreprise et chaque personne qui a quelque chose à vendre a intérêt à avoir le moins de concurrence possible. Pour y parvenir, ils pourront essayer par exemple :

- De créer de nouveaux produits, qu'ils ont seuls à fabriquer ;

- D'inventer de nouvelles techniques ou procédés de fabrication, qu'ils pourront breveter ;
- De changer la présentation d'un produit, pour donner aux consommateurs l'impression que c'est un produit nouveau ;
- De faire de la publicité pour le produit ou la marque, pour donner aux consommateurs une image qui les distingue des produits concurrents ;
- D'empêcher les consommateurs et les concurrents de connaître les caractéristiques exactes de leur produit ;
- De s'entendre avec d'autres fournisseurs du même produit pour éviter de se faire concurrence, ou de s'emparer des entreprises concurrentes pour remplacer cette concurrence par une synergie industrielle ou commerciale ;
- D'obtenir de l'Etat des lois et règlements qui empêchent leurs concurrents d'accéder au marché, etc.

Il y a toujours des politiciens et des groupes de pression qui réussissent à fausser les conditions de concurrence par idéologie ou au profit de leurs amis. C'est ainsi que *le président Sarkozy a obtenu le 22/06/2007 de la présidence allemande de l'Union européenne l'abandon de la référence à la "concurrence libre et non faussée" dans le projet de traité institutionnel simplifié pour l'Union européenne. Il voulait ainsi pouvoir, en toute légalité, continuer à faire intervenir l'Etat français dans l'économie.*

[8] Livre "Crise financière, crise économique : causes et relances - *Un cours sur la banque, la bourse et la régulation du capitalisme*" - <http://www.danielmartin.eu/Cours/Crise.pdf>

[9] Economie de marché et économie communiste
Il y a deux modèles économiques de base :

- *L'économie à planification centralisée*, où l'Etat planifie ce qu'il faut produire, où et quand il faut le produire, comment l'acheminer jusqu'aux lieux où on le consommera ou l'utilisera, comment et à quel prix on le vendra, etc. Lorsque, dans une telle économie, l'Etat est aussi propriétaire des moyens de production (usines, terre agricole, mines...) et des moyens de transport, l'économie est dite *communiste*.
- *L'économie de marché* (appelée aussi économie libre ou capitaliste [10]). Dans une telle économie, le secteur public (Etat, collectivités locales...) n'intervient en tant qu'acteur de l'économie (on dit *agent économique*) que pour fournir des services publics : ce sont des personnes ou entreprises privées qui produisent, vendent et achètent des biens et services à d'autres. L'Etat n'impose ni ce qu'il faut produire, ni à quel prix le vendre, ni ce qu'il faut consommer, ni où, ni quand, ni comment. Il laisse chaque agent économique libre d'agir en fonction de son intérêt égoïste qui cherche le profit maximum. Il laisse la concurrence agir librement [7] dans des marchés où les prix sont déterminés par [la loi de l'offre et de la demande](#). Il impose seulement le respect des lois.

L'Etat n'intervient que :

- Pour légiférer, réglementer et contrôler le respect des lois et règlements ;

- Pour fournir des services publics : santé, enseignement et recherche publics (parfois), justice, forces de l'ordre, défense nationale, etc.; les transports publics, par exemple, sont assurés par des sociétés privées ;
- Pour assurer la solidarité : financière (transferts sociaux comme les allocations diverses) ; retraites par répartition ; santé ; chômage...

On trouvera une comparaison détaillée de l'économie planifiée et de l'économie de marché dans les annexes [\[164\]](#) et [\[166\]](#) et le livre [\[8\]](#).

Complément : "Socialisme – Comparaison avec le capitalisme" [\[11\]](#).

[10] Capitalisme

Le capitalisme est un système économique et social.

Systeme économique

Le capitalisme est un modèle économique de type « économie de marché » [\[9\]](#), basé sur la liberté de chaque agent économique ; c'est pourquoi il est qualifié de « libéralisme économique ». Ce modèle implique :

- La propriété privée des moyens de production et d'échange ;
- La recherche de son profit par chaque agent économique, dans un marché où la concurrence règne [\[7\]](#). Chaque agent économique décide donc librement de ce qu'il produira, en quelles quantités et quand, modèle infiniment plus souple et adaptable que celui de la planification centralisée, qui n'a jamais fonctionné correctement nulle part.

Le capitalisme exalte l'individualisme et l'esprit d'entreprise sans se préoccuper des besoins et de la souffrance des pauvres ; en tant que problème social (et non économique) le sort des pauvres est, pour lui, du ressort de l'Etat et de ses fonctions de redistribution de richesses et de solidarité.

Le modèle capitaliste s'oppose au modèle communiste, qui prône la propriété collective des moyens de production et de transport, la planification de la production et de la consommation, ainsi que l'absence de concurrence.

Systeme social

Le capitalisme a un modèle social où l'interventionnisme de l'Etat est le plus faible possible compatible avec les services que le peuple attend de la société. Dans une société capitaliste comme celle des Etats-Unis les riches sont fiers de leur réussite et l'étalent, les pauvres les envient et font ce qu'ils peuvent pour devenir riches. La redistribution de richesses des riches aux pauvres est minimale et il n'est pas question de priver les actionnaires de leurs dividendes au profit des pauvres.

[11] Socialisme – Comparaison avec le capitalisme

Comme le capitalisme, le socialisme est aussi un système économique et social. A la différence du capitalisme - qui glorifie l'individualisme et respecte la différence entre réussites individuelles - le socialisme s'inspire de valeurs égalitaristes et humanitaires jusqu'à en imposer les effets par la loi.

Sans aller jusqu'à exclure la propriété privée, il s'en méfie et préfère l'action publique (entreprises d'Etat et enseignement public) à l'entreprise privée et l'enseignement privé. A la différence du communisme, il n'exclut ni la propriété privée des moyens de production (usines et autres entreprises) ni l'initiative économique privée, mais les encadre fortement par la loi et les fait surveiller par des fonctionnaires.

Le socialisme prône une économie à la française, administrée par un Etat interventionniste.

Dans un pays démocratique à économie de marché, les deux différences principales entre capitalisme et socialisme sont le niveau d'ingérence de l'Etat et le degré de redistribution des richesses, tous deux résultant de choix démocratiques.

De même qu'on a accusé à tort le capitalisme d'être immoral ou insuffisamment moral, de même on a accusé le socialisme d'imposer parfois une « tyrannie de la majorité ». C'est le cas, par exemple, lorsqu'un gouvernement socialiste français, résultant d'une majorité de députés élue par 52 % des suffrages exprimés, tyrannise une minorité de 2 % de citoyens plus riches que les autres. Il les culpabilise dans les discours de ses politiciens, les assujettit à des impôts confiscatoires et punitifs, décrète à chaque occasion la sous-rétribution des actionnaires et des dirigeants pour favoriser les primes aux salariés, etc.

Dans ce cas-là, le socialisme devient « *un système politique où une majorité de citoyens peu entreprenants et peu productifs vivent aux crochets d'une minorité de citoyens entreprenants et productifs* ». Cela aurait choqué Jaurès, le grand socialiste fondateur du journal *l'Humanité*, qui écrivait à propos des dirigeants et des dirigés :

"Est dirigeant celui qui accepte de prendre les risques que les dirigés ne veulent pas prendre."

[12] Texte de 4 pages : "Zones franches urbaines, un gaspillage inouï"
<http://www.danielmartin.eu/Economie/ZFU.pdf>

[13] "La valeur des choses" <http://www.danielmartin.eu/Cours/Valeur.pdf>
Ce texte décrit la théorie de la valeur, l'équilibre entre offre et demande et la manière dont le marché l'atteint automatiquement.

[14] "L'intérêt du commerce international libre"
<http://www.danielmartin.eu/Cours/Ricardo.pdf>
Ce texte explique la théorie économique de l'avantage relatif de Ricardo.

[15] "Cours d'économie pour citoyens qui votent, tome 2 : Mondialisation et délocalisations" <http://www.danielmartin.eu/Cours/CoursT2.htm>

[16] Banque d'Angleterre – "A brief history of banknotes"
<http://www.bankofengland.co.uk/banknotes/about/history.htm>

[17] John Maynard Keynes - "La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" (1936)
http://classiques.ugac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi_monnaie_1.pdf

[18] Rationalité des agents économiques (postulat central de l'économie)

La théorie économique classique repose sur un postulat central : les acteurs de l'économie (appelés aussi agents économiques) sont *rationnels* ; leurs décisions sont logiques. Voyons les détails.

Postulat de rationalité

Les agents économiques ont un comportement rationnel, chacun agissant logiquement en fonction de son seul intérêt objectif, sans idéologie autre que la recherche du profit maximum. Un agent donné ne se préoccupe pas des conséquences morales, sociales, religieuses ou philosophiques de ses actes, les considérant comme acceptables dans la mesure où ils respectent les lois (principe d'indifférence à la morale provenant du libéralisme économique).

L'intérêt d'un individu peut s'opposer à celui d'un groupe. Il est donc rationnel, par exemple, que l'Etat sacrifie l'intérêt particulier à l'intérêt général : la rationalité au niveau entreprise ou collectivité diffère en général de la rationalité au niveau individuel, justifiant ainsi la mise en œuvre de moyens différents, au service de bénéfices calculés différemment.

Exemples de ce que cela implique

- Je ne fais une affaire que si j'y trouve un bénéfice (financier, pas moral).
- Le profit étant la différence entre chiffre d'affaires et coûts, je cherche le maximum du premier et le minimum du second ; avant chaque décision, je fais donc un calcul rationnel.
- Seul compte mon profit, pas la pollution générée par mon activité ; si l'Etat veut m'empêcher de polluer, qu'il légifère en conséquence, par exemple au moyen de normes ou de pénalités financières rendant la pollution coûteuse.
- Une production doit être organisée rationnellement pour maximiser la productivité (rapport de la richesse produite au coût de sa production). Il faut, en particulier :
 - Economiser les ressources (main d'œuvre, matières premières, capital) ;
 - Optimiser le rapport capital/travail comme expliqué dans le petit texte [19].
- Il faut tenir compte du coût d'opportunité (le coût d'opportunité d'un bien est le coût de ce à quoi on renonce pour l'obtenir). Cette importante règle conduit à la « théorie des avantages relatifs », et à de plus en plus de spécialisation des activités et d'échanges commerciaux [14], c'est-à-dire à la mondialisation.

Principe de rationalité limitée des agents

Comme il n'y a pas de vie économique sans hommes qui l'animent, il faut prendre en compte leur irrationalité occasionnelle. Exemples :

- Les hommes ont des habitudes culturelles et des valeurs intériorisées qui entrent souvent en conflit avec la rationalité : voir le livre [20].
- Leur raisonnement est souvent dominé par une émotion, et ils préfèrent parfois ignorer une conclusion rationnelle à laquelle ils sont parvenus au profit d'une décision irrationnelle qui satisfait mieux un de leurs désirs profonds [20].

- Un homme est plus rassuré quand il fait comme les autres que quand il est seul à agir comme il agit.

Qu'il s'agisse d'individus isolés, d'entreprises, ou de groupes d'individus quelconques où les décisions sont des décisions humaines, *la rationalité des agents économiques est donc toujours limitée*. Le postulat central de l'économie est donc souvent violé, nous en voyons de nombreux exemples dans ce texte ; voir en outre le point de vue sur la rationalité de [l'école autrichienne](#).

[19] "Travail ou Capital ? - La fonction de production"
<http://www.danielmartin.eu/Cours/Capital-Travail.htm>

[20] Livre de Daniel MARTIN (520 pages)
 "Le déterminisme étendu pour mieux comprendre et prévoir
Un pont entre science et philosophie pour la pensée rationnelle"
<http://www.danielmartin.eu/Philo/Determinisme.pdf>

Une synthèse de cet ouvrage est publiée en 36 pages dans le texte :
 "Apports du déterminisme étendu à la pensée rationnelle"
<http://www.danielmartin.eu/Philo/Resume.pdf>

[21] INSEE 02/02/2009 : déficits publics depuis 1970 au sens de Maastricht
http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2000/secteurs_inst/xls/t_3346.xls

[22] Statistiques du gouvernement des Etats-Unis :

- Bureau of Economic Analysis 14/03/2009:
<http://www.bea.gov/national/nipaweb/TableView.asp?SelectedTable=4&ViewSeries=NO&Java=no&Request3Place=N&3Place=N&FromView=YES&Freq=Year&FirstYear=1966&LastYear=2008&3Place=N&AllYearsChk=YES&Update=Update&JavaBox=no>
- Bureau of Labor Statistics 14-03-2009:
<http://data.bls.gov/PDQ/servlet/SurveyOutputServlet>

[23] Assemblée nationale, Commission des Finances, 20/02/2008
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cfiab/07-08/c0708065.asp>

[24] INSEE, 29/12/2008 : "Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés"

- <http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=28&type=1>
- http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/doc_idconj_28.pdf

On y apprend notamment qu'en 2008 les Français ont épargné 15.8 % de leur revenu disponible brut.

[25] INSEE, 18/03/2009 Taux de chômage en France au sens du BIT
http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb?action=BS_SERIE&ONGLET=2&S_IDBANK=001505097

[26] Milton Friedman, prix Nobel d'économie 1976 : "La théorie quantitative de la monnaie. Une nouvelle présentation" (1956).

[27] "L'économie française en question - Dette publique, déficit budgétaire, prélèvements obligatoires : comment concilier des exigences contradictoires ?" (04/10/2008) http://www.ladocumentationfrancaise.fr/spip/IMG/pdf_347-le-cacheux.pdf .

Le traité de Maastricht de l'Union européenne (que la France a signé) impose des limites au déficit budgétaire (3 % du PIB [28]) et à la dette nationale (60 % du PIB).

[28] PIB (Produit Intérieur Brut) d'un pays

C'est une valeur ajoutée : la valeur nette de l'ensemble des richesses produites (biens et services) dans le pays pendant une certaine année, à deux détails près :

- Le travail chez elles des personnes comme les ménagères n'est pas pris en compte s'il n'est pas facturé ;
- La production des fonctionnaires est évaluée au coût des salaires et charges, pas à la valeur des services rendus.

En 2007, le PIB de la France était de 1633.81 milliards d'euros, selon [24].

[29] Réserve fédérale des Etats-Unis ("FED")

http://www.federalreserve.gov/releases/H15/data/Monthly/H15_FF_O.txt

[30] INSEE – Revenu des ménages 2007

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC08g.PDF

[32] "La croissance du PIB entraîne celle des inégalités"

<http://www.danielmartin.eu/Economie/Croissance-PIB-Inegalites.htm>

[33] Définition des quantiles, déciles et centiles

Si, dans un pays, on classe les revenus de tous les contribuables par ordre croissant, puis on regroupe ces revenus en classes contenant le même nombre de contribuables, on obtient une répartition en « quantiles ».

Si on répartit les revenus en 10 classes contenant le même nombre de contribuables, on obtient des quantiles appelés « déciles » :

- Le 1^{er} décile regroupe les 10 % des contribuables dont le revenu est le plus faible ;
- Le 2^{ème} décile regroupe les 10 % des contribuables de plus bas revenu dont le revenu est supérieur à ceux du 1^{er} décile, etc....
- Et le 10^{ème} décile regroupe les 10 % des contribuables dont le revenu est le plus élevé.

On attribue ensuite à tous les contribuables de chaque décile un même revenu, égal à la moyenne des revenus de ce décile. On peut aussi caractériser le revenu de chacun des 9 premiers déciles par sa limite supérieure, qui est le revenu le plus élevé inférieur au premier revenu du décile suivant (« revenus inférieurs à X ») ; le dernier décile est alors caractérisé par sa limite inférieure, qui est supérieure au plus haut revenu du 9^{ème} décile (« revenus supérieurs à X »).

On peut aussi définir des « centiles » si on a réparti les revenus en 100 classes...

[34] Article de l'économiste américain prix Nobel Paul Krugman "[Graduates Versus Oligarchs](#)", publié dans *The New York Times* du 27/06/2006.

[35] Statistiques du gouvernement américain : PIB réel par habitant en dollars constants de 2005, à parité de pouvoir d'achat <http://www.bls.gov/fls/flsgdp.pdf>

[36] "[Assurance maladie et pensions aux Etats-Unis et en France](#)"

[37] "[Valeurs perdues, bonheur perdu : pourquoi notre société déprime Sociologie de la sinistrose française](#)"

[38] Alain MADELIN, président de Démocratie libérale (12/12/2001)
<http://www.demlib.com/dossiers/reforme/20011212.pdf>

[39] "Inégalités : courbe de Lorenz, indice de Gini"
<http://www.danielmartin.eu/Cours/Gini.htm>

[40] *The Economist* Intelligence Unit Index of Democracy
http://www.economist.com/media/pdf/Democracy_Index_2007_v3.pdf
Voir liste 2007 des pays classés par niveau de démocratie, avec leur indice de respect des libertés civiles, pages 3 à 6.

[41] Education nationale - Les établissements d'enseignement privés
<http://www.education.gouv.fr/cid251/les-etablisements-d-enseignement-privés.html>

[42] Niveau de vie, inégalités et pauvreté, en France et aux Etats-Unis
<http://www.danielmartin.eu/Economie/Pauvrete-France-USA.htm>

[43] Banque de France, février 2008 : "La gestion du risque de liquidité"
http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/rsf/2008/etud6_0208.pdf

[44] Universaux humains identifiés par Donald E. Brown - <http://www.goat-roast.com/WTC-SP-09/List%20of%20Human%20Universals.pdf>

[Retour page d'accueil](#)